



Aujourd'hui

maurice pagat



francis bois



Les fioretti

de Maurice Pagat

Francis Bois

Préface de Gérard Marle

février 2022

Préface

C'était dans une pizzeria, pour un anniversaire, celui de la première rencontre du futur syndicat des chômeurs, ils étaient douze et deux seuls ont commencé, Maurice président et Francis secrétaire, c'était le 17 octobre 1981 ; coïncidence curieuse, six ans après, jour pour jour, Joseph Wresinski inaugurerait la première journée mondiale du refus de la misère. Dans une pizzeria donc, quarante ans plus tard, nous étions trois. Tout près de lui nous n'étions guère nombreux, un secrétaire, une comptable, et un troisième au rôle peu défini. Cette idée de fioretti a surgi là, entre pizzas et tiramisus, on était un peu en Italie, et il aimait l'Italie. Nous évoquions quelques souvenirs personnels ; et si nous les partagions plus largement ?

Cette idée de fioretti s'origine dans la littérature concernant François d'Assise. Dans le Moyen-Age donc et dans la vie religieuse. C'était au tout début des années soixante-dix, je rédigeais mon mémoire de licence sur Karl Marx avec comme perspective une meilleure connaissance des partis et mouvements qui se réclamaient de lui. J'ai estimé l'homme aux milliers de pages, le militant et ses contradictions, pas toujours ce qu'il écrivait mais était-il « marxiste » lui-même, il a laissé un héritage dont l'influence était alors imposante. Par un ami, j'ai rencontré à Clichy un homme surprenant ; il habitait une pièce infâme, plus proche des abris troglodytes que des normes H.L.M., les murs étaient couverts de livres posés sur des rayonnages

fatigués, un bureau envahi de journaux, revues et de cendres de cigarettes, deux ou trois chaises peut-être pour les visiteurs. Je ne sais s'il avait un lit ou un réchaud à gaz pour assurer un minimum de cuisine. L'homme qui habitait là (sauf en été) avait l'accueil chaleureux mais de suite sans détour, la parole vive, acérée ; manifestement il lisait beaucoup, peu de romans, pas de livres de psychologie, rien sur Freud, mais peut-être tout sur les différents courants socialistes et révolutionnaires. Et presque tout sur les ordres religieux et leurs fondateurs. « *Tu es religieux*, me dit-il le premier jour, *si tu veux apporter du neuf, regarde de ce côté-là plutôt que des politiques. Tu trouveras des hommes prodigieux, saint Benoît et les moines, ils ont tout inventé* ». Il y a les autres aussi, les Dominicains (qu'il a fréquenté de près, je l'ai su assez vite) et il y a François d'Assise, un original comme seule la vie religieuse peut en fabriquer, dont l'importance fut considérable, ce gosse de riche avait choisi les moyens les plus pauvres, Dame pauvreté comme il l'appelait.

Au bout de sa vie, dans une bibliothèque qui comptait 23 000 volumes, il avait accumulé 1 500 livres sur les religions et ce qu'on appelle la vie religieuse ; il faut dire qu'elle est de tout temps, qu'elle n'est pas le seul fait du christianisme même si cette histoire de dix-huit siècles est celle que l'on connaît le mieux, histoire d'une exubérance et d'une créativité sans pareilles. J'ai souvenir de ce dialogue assez fabuleux entre le fondateur du syndicat des chômeurs et un père Abbé ; il était question d'un style de vie par le travail à la fois manuel et intellectuel, la vie communautaire, et les temps de méditation – contemplation, appelez cela comme vous le voulez, eux ils disent « *ora et labora* », prie et travaille.

Je romance à peine mes souvenirs, cette discussion reprise plusieurs fois a pour moi été décisive. Un bol d'air dans ces

moments de gauchisme pesant. J'ai écrit mon mémoire sur Marx, j'ai suivi au centre Sèvres le cours d'un jésuite, Jean-Claude Guy, sur l'histoire prodigieuse et largement méconnue de la vie religieuse ; j'y ai acquis une certaine liberté de penser et d'agir. Lorsque Maurice Pagat, puisqu'il s'agit de lui, m'a proposé de créer le Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs, je suis allé demander l'avis de ce jésuite : la vie religieuse, c'est aller au large, hors des chemins balisés, loin des refuges dès qu'il y a un coup de vent ; il y en a qui se perdront, d'autres auront une réelle fécondité, agis, humblement, là où l'Esprit te conduit. Tu n'as rien au départ, c'est souvent ainsi ; surtout ne pas avoir peur.

Le syndicat naissant des chômeurs s'épuisait à force d'être sans argent pour réaliser le minimum, à savoir ouvrir un lieu d'accueil pour celles et ceux qui étaient ignorés des partenaires sociaux et qui vivaient alors sans revenu et dans la solitude. « *Le chômeur est un homme seul* », et cette autre affirmation : « *Le chômage est un problème spirituel* », tant l'épreuve du chômage est grande et bouleverse tous les repères, tant sont fortes les résistances aux changements. Nous n'en sortirons pas si nous ne retrouvons pas nos diverses traditions spirituelles, que nous soyons affiliés à une religion ou pas, nous sommes tous habités par un souffle que nous avons reçu en héritage, une force pour faire bouger les lignes. Comment ? Leur donner la parole, sans laquelle rien ne bougera. Il avait un temps d'avance, là encore. « *Qu'ils se défendent* » lui écrivait au dos d'un chèque une religieuse. Le CCSC, commencé un soir de mars 1984, cinq autour de deux petites assiettes d'olives noires, a trouvé l'argent, auprès de congrégations religieuses surtout, pour ouvrir la première maison des chômeurs, rue de la Fontaine au Roi, dans le 11^{ème} arrondissement de Paris.

Ce furent de nombreuses années et toutes les aventures possibles que son secrétaire particulier a consignées dans une biographie écrite avec une machine à écrire du temps d'avant. Tu ne sais pas qu'il existe des ordinateurs, c'est plus confortable pour écrire un livre. Comment ils faisaient avant l'ordinateur ? J'ai rendu les armes : il écrivait comme les flics des films de Hitchcock, vite et bien. C'est dire l'ambiance, tout était original, parfois complètement décalé. C'est avec ces gens-là que le monde avance. La biographie raconte une histoire mouvementée, riche d'un combat qui n'a rien à voir avec un jeu vidéo, qui nous a conduits dans les tribunaux de Prudhommes plusieurs fois – nous avons toujours gagné –, devant des policiers, des gendarmes et même un juge d'instruction, trois années avant d'obtenir un non-lieu ; seules les dernières années de sa vie furent plus tranquilles. C'en était fini des Etats généraux du chômage et de l'emploi et autres propriétés retapées et à vendre. Il restait le centre de Thiviers en Dordogne, l'accueil des pèlerins et la revue Partage. Je n'ai pas connu ces dernières années tranquilles, j'ai pris du champ dès que les principaux problèmes furent réglés, j'étais absorbé par d'autres engagements. Fin février 2009, je l'ai retrouvé, il avait besoin d'une signature, j'ai renoué avec la trésorerie de l'association. Il était comme avant, avec les mêmes questionnements, des expressions que j'avais mille fois entendues, plus fatigué certes mais toujours vif ; il y avait toujours ce décalage qui faisait son charme : tu vois, nous mangeons sans faire de folie, nous avons une télévision en couleur, c'est un luxe, le seul que nous avons. Tu vis où ? Des télévisions en couleur et plus grandes que la vôtre, il y en a plein la cité de la Grande Borne, alors... Quant à ne pas faire de folie pour le repas, je confirme ; je me souviens des tout débuts, lorsqu'il n'avait aucun revenu, il avait demandé à la boulangère de lui faire crédit : « *Mais, vous n'y pensez pas !* » Je l'ai vu devoir choisir

entre un timbre et l'achat d'une baguette. Il savait bluffer, enjoliver, mais là il n'en était rien, on ne sort jamais de ces jours-là, des jours de faim. Comme on ne sort jamais de la misère du chômage.

Je n'ai pas ici à refaire sa biographie. Simplement souligner qu'il y avait beaucoup en commun entre son itinéraire personnel et celui d'un certain nombre d'hommes qui se sont engagés dans la vie religieuse. « *Il sent le catho* » a-t-on dit de lui ; ici ou là il en payé le prix. Il se disait chrétien du seuil, partout il était sur le seuil. J'avais une sensibilité religieuse un peu différente, mais nous avions en commun une admiration sans borne pour le Poverello d'Assise. D'où cette idée de « fioretti », comme un clin d'œil à leur mémoire.

De courts récits, des histoires, donc, vraies parce que traversées par la mémoire, je n'en ai pas à la pelle et les moments décontractés nous n'en avons pas eu en nombre. Il y avait toujours ici et là des salariés et d'autres en contrats aidés, soit parfois plus d'une vingtaine de personnes ensemble qui ont pu sortir du chômage durablement quelquefois. La gestion n'était pas si aisée, celle du personnel n'est pas un terrain de jeu. Puis les tracasseries de toutes sortes en enfilade. Il eut quelques problèmes de santé aussi. Ce n'était pas souvent le temps de la rigolade, les moments d'angoisse, et de peur même, n'ont pas manqué. Tout était si fragile et compliqué. Il était alors lourd, pesant. Il pouvait être heureux lorsqu'il racontait les maisons de chômeurs, telle initiative prise qu'il trouvait originale. Il savait communiquer. Il y avait parfois le verre de Porto qui redonne de la force, puis ces discussions interminables sur les fragilités des autres, de ceux qui sont en face, sur lesquels il se savait très bien renseigné. Il avait son réseau à lui, quelque relation importante, parmi les « cinquante qui comptent dans le pays », c'est là que se

prenaient les principales décisions, il n'avait pour les mettre en oeuvre que quelques-uns dont nous, « *qui ne faisons pas le poids, ils le savent, mais eux, ils sont là !* » répondait-il.

Comment Francis, le secrétaire perpétuel, vouvoyé toujours, engueulé moins souvent, corvéable dimanche compris mais sans permis de conduire « pour être tranquille » disait-il, et Annie et moi dans une moindre manière, ô combien, nous avons pu tenir auprès de lui durant 20 ans pour moi et près de 30 ans pour Francis ? Peut-être à cause du personnage version fioretti que vous lirez ; il avait pour les balafrés, les accidentés, les sans-grade, un fond de bienveillance, de non-jugement. Il y avait surtout la justesse du combat, la pauvreté des moyens, les grandes avancées obtenues, l'écho de la revue Partage enrichie par les Etats généraux tous les deux ans, il y avait les chômeurs qui reprenaient vie parce que l'association leur donnait du travail (je l'ai entendu de la bouche de certains). Et puis ces instants où on se disait en soi-même qu'on avait bien travaillé, une certaine fierté. Instants fugitifs. C'était après avoir gagné une fois encore aux Prud'hommes ou était-ce après la réussite d'Etats généraux du chômage et de l'emploi, nous nous sommes retrouvés à quatre (une seule femme, la parité homme – femme, ce n'était pas son fort, Annie ne me contredira pas, elle, comptable des années durant sur un semblant de bureau dans une véranda des années trente mal chauffée et d'une propreté douteuse) à quatre donc, au restaurant libanais ; il aimait la cuisine orientale et son abondance. Nous y parlions de ses voyages, de sa connaissance de Venise, il connaissait cette ville par coeur, mettait des noms à tous les monuments – « et à tous les pigeons ! » s'empresse d'ajouter le secrétaire perpétuel.

Maurice Pagat fut enterré à Thiviers dans le carré des indigents,

au cimetière de ce département de la Dordogne d'où des loups* avaient voulu l'en chasser. Ce jour-là, nous étions une quarantaine à nous recueillir près de lui, pour lui dire qu'il avait bien travaillé. Il n'avait rien ou si peu. Avant de nous disperser, nous avons partagé du pain, des chips, deux ou trois camemberts et des pommes, nous étions dix-sept à manger sans excès. Un rapide tour de table a rappelé que tous sauf une, la seule femme présente, nous avions eu affaire à la police, la gendarmerie, quelques gardes à vue aussi pour les Auvergnats. Bref, nous étions de cette race de militants à l'ancienne. Comme il le fut.

Bonne lecture.

Gérard Marle, fc

* Pour les « loups » du Périgord, on peut lire le conte animalier plein d'humour et de vrai écrit par l'auteur de cet ouvrage.

Les fioretti

de Maurice Pagat

Maurice Pagat, né le 2 septembre 1928 à Saint-Etienne dans le département de la Loire, d'un père soldat et d'une mère passementière appartenant à une famille très catholique, a été le premier en France à imposer une parole publique sur les demandeurs d'emploi, à poser des revendications en leur nom et dans leur intérêt. Le premier, il a imaginé des lieux d'accueil fraternels pour les recevoir. Il a fini par faire la démonstration qu'il était possible d'embaucher des chômeurs de longue durée, de leur faire réaliser des travaux de qualité, montrant ainsi que, si ces personnes étaient restées sans travail, ce n'était pas par défaut de compétences, encore moins par paresse, mais par manque de postes offerts par l'ensemble des entreprises existantes ou encore par l'Etat et les collectivités locales.

A dix-neuf ans, Maurice Pagat fut naturellement appelé sous les drapeaux en 1947 dans le cadre de son service militaire.

Provisoirement, il dut quitter ses fonctions de Secrétaire du Centre d'action sociale et culturelle de Saint-Etienne. Sans doute influencé par les récits paternels que, dans sa famille, on avait dû souvent répéter devant lui après la mort de son père, survenue accidentellement alors qu'il n'avait qu'un an, il était - et restera profondément antimilitariste. Toutefois, il obtempéra à cet ordre de conscription. Il se retrouva alors à Salon-de-Provence, dans l'armée de l'air.

Il arriva que le soldat Pagat portât deux grosses valises. Embarrassé de celles-ci, il croisa un officier qu'en principe il aurait dû saluer, en portant la main droite à sa tempe. Mais comment faire ? Ignorant la consigne, il posa donc la valise qu'il portait à droite, l'autre également, et salua. Mais cette réaction ne devait pas convenir aux usages militaires en vigueur... On lui indiqua alors qu'il aurait dû effectivement saluer, mais sans poser les valises dont il était responsable : « D'un coup de tête ! D'un coup de tête ! », l'officier qui lui faisait la leçon joignant le geste à la parole devant le soldat Pagat qui ... se retint pour ne pas rire devant l'attitude ridicule de son interlocuteur !

Une autre fois, à Salon-de-Provence, un général de l'armée de l'air faisait une inspection générale. Devant le régiment rassemblé, il posa la question alors rituelle : « *Est-ce que la soupe est bonne ?* » Après une brève hésitation, le soldat Pagat sortit de son rang et déclara :

« *Elle est infecte, mon général !* »

Et le général de se rendre aussitôt aux cuisines pour vérifier l'affirmation péremptoire de ce jeune militaire intrépide. Il goûta la soupe, la trouva infecte... Le cuisiner fut renvoyé sur-le-champ et des instructions spéciales furent données pour que l'ordinaire soit amélioré. L'audace de Maurice Pagat avait payé.



En 1954, alors âgé de vingt-six ans, Maurice Pagat voulut rejoindre l'abbé Pierre après son retentissant appel diffusé le premier février sur Radio-Luxembourg : « *Mes amis, au secours !* », appel qui sera répercute dans toute la France. L'abbé Pierre aurait pu trouver dans le jeune Maurice Pagat un collaborateur précieux : bon orateur ayant suivi les leçons des Dominicains, meneur d'hommes, mais aussi, plus prosaïquement, comptable. Rapidement toutefois, en dépit de leurs convergences au plan des valeurs, quelques divergences se firent jour...

Maurice Pagat reprochait au prêtre capucin sa « mystique du fumier » : il s'agissait, par exemple, de rechercher, accroupi sur un énorme tas de détritus, ce qui, au milieu des immondices, pourrait être de quelque valeur commerciale et de l'en extraire au moyen d'un crochet.... On y récoltait, racontera Maurice Pagat, presque rien qui fut réutilisable ou vendable, mais par contre beaucoup de rats crevés, de crottes, au milieu des mouches qui festoyaient et dans une chaleur parfois insupportable... Travail abominable que le comptable Pagat aura tôt fait d'évaluer : le rendement en était dérisoire ! L'abbé Pierre lui aurait alors répondu que ce n'était pas celui-ci qui comptait, mais le seul retentissement médiatique : de fait les journalistes accourraient aux abords de ce tas de fumier pour témoigner du labeur abject et c'était justement cela, selon le prêtre, qui servait la cause des pauvres...

Mais, pour le jeune Maurice Pagat, qui considérait ce travail comme dégradant et humiliant, cela paraissait inacceptable : la fierté, plutôt que l'humilité, sera une des constantes de son comportement. L'abbé Pierre le déchargea donc de cette activité et l'envoya refaire les comptes d'une communauté Emmaüs gérée d'une manière douteuse. Cependant, ayant alors mis en lumière

divers trafics, des membres de cette communauté tentèrent de se débarrasser de lui : ils lui tendirent un guet-apens, ils l'assommèrent et pensèrent peut-être l'avoir éliminé. Mais Maurice Pagat avait la tête dure et il reprit ses esprits. L'abbé Pierre l'envoya alors se reposer dans une autre communauté en province.

Licencié d'Electricité de France dès l'été 1957, en conséquence de son engagement contre la guerre d'Algérie, Maurice Pagat s'y était alors lancé à corps perdu : sans emploi et cherchant toujours sa voie à près de trente ans, ce conflit, dont les conséquences se font toujours sentir entre les deux pays, constitua pour lui une opportunité grâce à sa fréquentation des milieux politiques, journalistiques et intellectuels, à Saint-Germain-des-Prés ou ailleurs : une véritable planche de salut en même temps que la perspective d'une carrière exaltante.

Il tenta donc de prendre sa belle et il en accepta les risques. Cependant, jamais il ne deviendra un « porteur de valises » comme l'étaient les « résistants » du réseau de Francis Jeanson. Son objectif était uniquement de dénoncer cette guerre et les méthodes scandaleuses parfois utilisées par les troupes françaises.

Opposé à la colonisation, favorable à l'indépendance de l'Algérie comme à celle de toutes les colonies, il ne trahira pas son pays en fournissant une aide matérielle ou autre à l'armée adverse, en l'occurrence au Front de Libération Nationale algérien. Toujours, on retrouvera chez cet homme une sorte de prudence dans ses engagements, pourtant fréquemment risqués et aventureux : elle lui évitera la prison dans toutes les circonstances. Toujours, il fera le choix de la non-violence. Une forme de sagesse et de réalisme dans la radicalité au sein de l'action pourtant hardie caractérisera sa conduite sa vie durant.

A partir d'octobre 1958, la revue « Témoignages et documents », que Maurice Pagat avait créée en compagnie de Robert Barrat, fut dorénavant dirigée et réalisée par lui seul. Il prit alors l'initiative d'un texte intitulé « Nous accusons... » pour tenter d'imiter, si cela était possible, le célèbre « J'accuse... » d'Emile Zola au moment de l'affaire Dreyfus, espérant la même efficacité.

Voici la conclusion de ce texte, sous la forme d'une anaphore, qu'il avait réussi à faire cosigner :

« [...] Devons-nous voir notre pays accusé de crime de génocide ? Devons-nous voir notre pays mis en jugement par les juridictions internationales ?

Devons-nous voir notre pays livré à la réprobation universelle ?

C'est au gouvernement français, c'est à l'opinion française de répondre. Les organisations soussignées ont conscience d'avoir fait tout leur devoir et défendu, quoi qu'il arrive, l'honneur de leur pays en rédigeant le présent document. Celui-ci constitue un acte d'accusation contre des hommes indignes, contre un système barbare. Ceux-là seuls qui persisteraient à n'en tenir aucun compte porteraient la responsabilité d'en faire un acte d'accusation contre la France. »

La reproduction dans « Témoignages et documents » du texte intégral de « la Gangrène », ensemble de témoignages d'Algériens faisant le récit détaillé des sévices et tortures qu'ils déclaraient avoir subi dans certains locaux de la D.S.T. et publiés par les Editions de Minuit dirigées alors par Jérôme Lindon, valut à Maurice Pagat une inculpation pour « injures et diffamation publique envers la D.S.T. », sur une plainte du Ministère de l'Intérieur.

Maurice Pagat profita de cette occasion pour réunir au Palais de Justice de Paris le professeur Laurent Schwartz, Jérôme Lindon, Jérôme Berger, qui furent retenus dans les locaux de la D.S.T. en

même temps que les auteurs du texte incriminé, afin de faire connaître à la presse judiciaire les informations en leur possession sur les tortures pratiquées rue des Saussaies.

Tous accusaient le juge d'instruction de ne pas avoir recueilli les déclarations de la totalité des témoins. Ils accusaient également Michel Debré, Premier Ministre en exercice, de mensonge : celui-ci avait en effet affirmé que « la Gangrène était un faux rédigé par des communistes ». Ils demandèrent en conséquence que le Premier Ministre soit tout aussi bien entendu par les autorités judiciaires.

Au service de cette cause, ils mobilisèrent un grand nombre de personnalités. Le numéro vingt de Témoignages et documents publia un long reportage sur les camps d'internement, en France comme en Algérie. En compagnie du Comité Maurice Audin à la tête duquel se trouvait maintenant Luc Montagnier, il invitait ses lecteurs à participer à une manifestation silencieuse un samedi à Vincennes.

Voilà un type de démonstration qu'affectionnera Maurice Pagat en raison de l'impression de dignité et de l'émotion qu'elle est susceptible de dégager. Il organisera une autre manifestation de ce type en mai 1982 au moment du lancement du Syndicat des chômeurs.



L'attention de Maurice Pagat avait été attirée par le site du camp du Larzac où se trouvaient internés, sans jugement, des milliers d'Algériens. Juste en face de ce camp administratif, près du village de Saint-Véran, se trouvait un château en ruines flanqué de quelques maisons anciennes. L'idée lui était alors venue d'en organiser la restauration, puis d'y fonder, justement en face de ce « camp de la honte », comme pour le narguer, une « Maison de la paix » au service de l'amitié franco-algérienne. On découvre, pour la première fois, ce qui sera une spécificité de ses initiatives : le goût pour la fondation de « maisons », de lieux conviviaux au sein desquels les gens réunis pour la défense d'une cause commune pourraient physiquement se retrouver.

Mais c'était aussi affaire de prudence. Les luttes militantes peuvent – et c'est heureux – prendre fin quand leur fonction a cessé : n'avait-ce pas été notamment le cas de la Résistance à laquelle la fin de la seconde guerre mondiale et la défaite du national-socialisme vinrent naturellement mettre un terme ? Pour éviter que tout l'acquis social et humain ne s'évanouisse, il est alors utile, selon Maurice Pagat, de posséder une base immobilière à partir de laquelle d'autres combats puissent être menés. Ceux-ci ne manquent évidemment pas, et la vocation de cet homme était l'action militante, située à mi-chemin entre l'appel religieux et l'engagement militaire.

Ce goût pour les « maisons » à vocation humanitaire est à relier avec son intérêt pour les ordres religieux. Il tentera, au cours de sa longue vie, de les multiplier, plus ou moins gérées en communautés. Chaque fois que les circonstances s'y prêteront, Maurice Pagat ne cessera de s'inspirer des fondateurs de ces ordres pour mettre sur pied, sur un modèle voisin, des

communautés laïques regroupant des personnes rassemblées autour d'une cause. Pour l'heure, il s'agissait de la lutte contre la guerre d'Algérie, ses atrocités comme il s'en découvre dans toute guerre, et en faveur de la décolonisation, processus indispensable à la conquête de la citoyenneté par tous les peuples.

Ce grand chantier dura sept années. En 1967, les travaux étaient enfin terminés. A Saint-Véran, près de trois cents jeunes gens de toutes nationalités auront participé et vécu une expérience qui les aura beaucoup marqués. Au flanc du Causse noir, ce fut un anti-Larzac, avec une forte valeur symbolique face au camp d'internement arbitraire de quatre mille Algériens.



Par une sorte de compensation au plan psychologique, Maurice Pagat, motivé toute sa vie pour les luttes à forte intensité émotionnelle, possédait, d'une façon qui aura pu surprendre beaucoup de monde, un goût immodéré pour le canular.

Il arriva en particulier que, sur le plateau du Larzac, un camp de harkis, c'est-à-dire d'Algériens ayant fait le choix discutable de prêter main-forte à l'armée française, avait été mis en place par les autorités. Maurice Pagat avait pris le temps de beaucoup discuter de leur situation avec ses jeunes interlocuteurs. Au milieu de la nuit, il imagina alors de faire pénétrer soudainement des inconnus sur le site de Saint-Véran, avec l'objectif de feindre une attaque en règle. Tout le monde fut alors réveillé en sursaut, avant, un moment plus tard, que le responsable de la maison de la paix ne révèle la supercherie...

On appréciera comme on voudra ce type de canular, moins destiné à effrayer les jeunes gens présents qu'à tester la psychologie des uns ou des autres car, pensait-il, c'est devant les difficultés et au milieu du danger que se dévoilent les vraies personnalités.

Jusque tard dans sa vie, un tel comportement sera typique de cet homme hors du commun qui conservera le goût des blagues parfois extravagantes.



Voici deux documents montrant le style d'écriture de Maurice Pagat en même temps que la tonalité de ses engagements, dès sa jeunesse.

Le premier est un éditorial paru dans *Témoignages et Documents* à la fin de l'été 1960 :

« A la demande du ministre des armées, le gouvernement a fait saisir, le 5 août, « Témoignage chrétien » pour la publication d'un article sur Jean Le Meur. Le 15 septembre, l'« Express » et « France-Observateur » sont à leur tour saisis. Le premier pour la publication d'un éditorial de J.J. Servan-Schreiber, Lettre d'un non-déserteur, le deuxième pour la reproduction d'une déclaration de Ferhat-Abbas.

Afin de faire respecter la liberté de la presse une nouvelle fois violée par les autorités, « Témoignages et Documents » publie dans ce numéro le texte intégral de ces trois articles. Nous y avons ajouté divers documents relatifs au dramatique débat qui se déroule parmi les jeunes et qui conduit certains d'entre eux à refuser, sous de multiples formes, leur participation à la guerre d'Algérie. Nous publions, en particulier, le manifeste sur l'insoumission signé par 121 intellectuels et qu'aucun journal n'a publié intégralement.

Sans prendre à notre compte toutes les opinions émises dans ces documents, il était de notre devoir d'informer nos lecteurs des problèmes de conscience que la guerre d'Algérie pose à la jeunesse de France. Dans un commentaire relatif à la saisie de son journal, J.J. Servan-Schreiber écrit : « ... un sujet capital, celui qui sans doute résumera l'époque que nous sommes en train de vivre, est marqué interdit... il faut le dire clairement : certains problèmes de conscience qui se posent aux jeunes ne font plus partie de ce

que la presse dite libre dans notre république peut aborder, discuter, éclaircir. » *Et le directeur de l'Express annonce que chaque numéro de son journal portera désormais « la marque de cette injure à l'opinion par un emplacement blanc destiné à rappeler un silence imposé par la censure militaire. »*

Pour notre part, nous continuerons, comme nous le faisions régulièrement depuis trois ans, à reproduire, à nos risques et périls, les textes saisis et interdits. Mais les difficultés deviennent de plus en plus nombreuses. La poursuite de notre combat pour la liberté d'expression dépend étroitement du soutien de nos amis. C'est pourquoi nous vous demandons instamment de collaborer à notre effort en diffusant autour de vous « Témoignages et Documents ». Maurice Pagat

Maurice Pagat fut poursuivi en 1961 pour avoir publié des documents faisant partie d'un dossier d'instruction judiciaire et, en principe, soumis au principe du secret. Après la plaidoirie de son avocat, il prit ainsi la parole :

« Monsieur le Président, j'ai publié le rapport de l'officier de police Louis Sire pour faire connaître la situation des internés dans le camp Paul Cazelles et dévoiler l'ampleur de la résistance algérienne jusque dans les camps d'internement.

J'ignorais que ce rapport constituait un acte de procédure correctionnelle. Un document rédigé par un policier de la D.S.T. doit certainement figurer dans d'autres dossiers que des dossiers d'instruction. Cela dit, je n'ai pas à révéler comment nous nous sommes procuré ce rapport. Journaliste, le secret professionnel m'interdit de donner les noms de mes informateurs. Mais j'assume l'entièvre responsabilité de la publication de ce document. Aurais-je su d'ailleurs que ce rapport figurait dans un dossier d'instruction que je l'aurais certainement publié. Depuis la fondation, il y a quatre ans, de « Témoignages et Documents »,

nous avons reproduit, à maintes reprises, des documents qui appartiennent à des dossiers d'instruction. Nous l'avons fait pour défendre les droits et libertés individuels en Algérie et en France. Dans nos dossiers et articles sur les affaires Maurice Audin, Henri Alleg, « la Gangrène » ... nous avons publié des pièces d'instruction. Et nous avons souhaité que des poursuites s'engagent. Au cours du procès, nous aurions pu faire la preuve des faits que nous dénonçons. Malheureusement jusqu'à ce jour, la justice s'est refusée à faire la lumière sur les tortures commises en Algérie et en France par des militaires et des policiers que nous avons publiquement accusés.

Une fois cependant des poursuites semblaient devoir s'engager. C'était dans l'affaire de « La Gangrène ». Le juge Batigne nous avait inculpés pour violation du secret de l'instruction. Cette inculpation concernait la publication dans le numéro de janvier 1959 de « Témoignages et Documents » des textes des plaintes des étudiants algériens torturés dans les locaux de la D.S.T. à Paris. Hélas, Monsieur le Président, le juge Batigne a conclu l'instruction par un non-lieu !

Or, aujourd'hui, sous un motif d'inculpation semblable, je suis traduit devant vous pour la publication d'un document de la D.S.T. dont l'intérêt principal est de démontrer comment les militants nationalistes algériens ont réussi à organiser à Paul Cazelles une administration clandestine superposée à l'administration française et contrôlant les activités de tous les détenus.

J'avoue ne pas très bien comprendre, Monsieur le Président, pourquoi, dans certains cas, la justice garde le silence sur les faits que nous dénonçons et dans d'autres nous traduit en correctionnelle. Quand j'accuse des policiers de la D.S.T. d'avoir torturé, à Paris, à quelques centaines de mètres de l'Elysée, des étudiants algériens, on m'inculpe pour la forme, puis on termine l'affaire par un non-lieu ; quand j'accuse le capitaine Charbonnier

d'avoir assassiné Maurice Audin et torturé Maurice Alleg, la justice ne réagit pas. Pourtant, dans tous les cas, et dans beaucoup d'autres d'ailleurs, je publie à l'appui de nos affirmations des documents qui, comme le rapport de l'officier de police Louis Sire, appartiennent à des dossiers d'instruction.

Il vous appartient, Monsieur le Président, de dire si la dignité de la justice peut s'accommoder de toutes ces incohérences... Pour ma part, j'ai conscience de bien servir l'honneur de mon pays en faisant connaître la vérité sur la guerre d'Algérie et en dénonçant les atteintes aux droits et aux libertés individuels. Je continuerai à le faire. »

L'association non déclarée que Maurice Pagat animait était domiciliée à Clichy-la-Garenne, commune située dans la proche banlieue nord de Paris. Mais il se trouva que ce local fut démolî et que son occupant fut relogé juste en face au 15, rue du Landy. Pendant vingt années, vivant dans la précarité et réglant un loyer très peu onéreux, il l'habitera, s'accommodant de cet endroit qui serait jugé aujourd'hui insalubre. Mais dans ces conditions, de faibles revenus pouvaient évidemment lui suffire.

Il était composé principalement d'une grande pièce donnant directement sur la chaussée. Cette pièce, d'une superficie de vingt-cinq mètres carrés environ, toute en longueur, lui servait à la fois de salle de séjour, de bureau, de bibliothèque et de salle à manger. Très basse de plafond, donc facile à chauffer à l'aide d'un radiateur électrique, elle surprendra plus tard le visiteur par l'incroyable entassement des livres poussiéreux, plus impressionnant d'année et année. Ils finirent même par envahir l'unique fenêtre de ce local, orientée au sud, éclairant latéralement un vaste bureau hors d'âge, mais bientôt définitivement condamné. Cette grande pièce était meublée en outre de rayonnages répartis sur les quatre murs, d'une douzaine de chaises, car il recevait beaucoup, d'un

grand fauteuil revêtu d'un tissu vert – il aimait à s'y endormir, y compris en compagnie –, et d'un duplicateur : il tapait lui-même ses stencils, car en bon professionnel de l'écriture, il avait appris à dactylographier. Mais avec deux doigts sans laisser d'espace après les virgules... par souci d'économie ! Cette pièce était éclairée par un néon et une lampe de bureau.

Ce logement sommaire se composait par ailleurs d'une cuisine servant aussi de salle d'eau aménagée sommairement par des amis algériens bricoleurs. Il utilisait un réchaud branché à une grosse bouteille de gaz que, sur quelques centaines de mètres, il devait péniblement traîner lorsqu'il lui fallait la remplacer puisqu'il ne disposait ni d'un véhicule – il ne possédait d'ailleurs pas le permis de conduire – ni même d'un chariot. La salle d'eau se résument à une simple douche. Ce réduit se situait à droite en entrant, séparé de la pièce principale par un rideau en plastique. Il était naturellement mal entretenu, la vaisselle rarement faite car il détestait ce travail.

Il cuisinait le moins possible quoiqu'il aurait su le faire, ayant appris à préparer des repas dans les diverses collectivités qu'il avait fréquentées, notamment chez les trappistes à qui il avait notamment rendu ce service : il aimait faire des retraites dans les monastères et devait les payer par ce moyen. Pendant ses périodes de grande difficulté, il s'agissait aussi sans doute d'un moyen de survie. La richesse de sa conversation et son travail en cuisine le faisaient facilement accepter par ces établissements religieux. Par contre, la douche était régulièrement mise à contribution ; si ménage, vaisselle et lessive étaient négligés, sur lui il était toujours propre. Mais par crainte de choquer en raison d'une très éventuelle odeur corporelle, volontiers il se parfumait à la lavande, parfois avec excès.

De chambre, il n'en possédait pas à proprement parler : juste un réduit sans fenêtre où il avait jeté un matelas et quelques couvertures. Pas de lit, pas de draps, trop coûteux à entretenir. Deux ou trois étagères, quelques valises pour ses affaires. Voir l'endroit où il dormait – ce qui n'était donné à presque personne – donnait les larmes aux yeux.

Pas de W.C. naturellement, le local était trop ancien : il fallait faire le tour du logement par l'extérieur, emprunter un passage couvert et on les retrouvait dans une cour, partagés avec les autres locataires. Maurice Pagat n'aîrait sa grande pièce que par la porte qu'il ouvrait quelques minutes chaque jour. Gros fumeur, l'atmosphère était difficilement respirable et valut à son locataire, outre une bronchite chronique, une fatigue généralisée dont la provenance ne pouvait s'expliquer autrement. Cette fatigue le rendait difficilement apte à assumer un travail régulier et elle l'obligeait à des siestes indispensables l'après-midi dans son grand fauteuil vert. Le besoin fréquent de dormir caractérisera, jusqu'à la fin de sa vie, son état général même si, après avoir à nouveau déménagé en 1982, ce besoin ira en s'atténuant en même temps que sa fatigue générale. C'est ainsi que cet homme, exténué dans la cinquantaine et semblant voué à une disparition prochaine, vivra plus de quatre-vingts ans, ayant réussi à créer de nouveaux centres d'activité à la campagne, en Mayenne d'abord, puis dans le Périgord, pour y séjourner en tant qu'animateur.

Cette maison comportait par ailleurs un étage, mais il n'en avait pas la jouissance. Cet étage aux fenêtres perpétuellement fermées, faisait cependant illusion pour ses visiteurs nouveaux venus : ils pensaient que c'était là le véritable appartement de Maurice Pagat, tandis que la partie en rez-de-chaussée était dévolue à un usage purement professionnel, telle une sorte de

bureau – bibliothèque. Ils se trompaient, hélas, et c'est bien dans un taudis que cet homme aux qualités exceptionnelles et au caractère si bien trempé vécut durant vingt années.

Pendant vingt ans, il aura reçu chez lui un monde fou dans ce qui n'était qu'une misérable turne mais faisait illusion par ses dimensions honorables, son premier étage inconnu du public, et la multitude des ouvrages qui témoignait de la vaste culture de son résident, dont la conversation, originale, riche et déconcertante, était tellement recherchée.



Il arriva qu'à plusieurs reprises Maurice Pagat s'interrogeait sur ses éventuels talents divinatoires.

Dans les années 1970, il gagna un jour au tiercé : il aimait en effet tenter parfois sa chance en jouant aux courses, ce qui est plutôt original pour un intellectuel doté d'une forte personnalité comme la sienne. Avec cet argent, il choisit alors de réaliser un grand voyage en Inde et au Népal de plusieurs mois.

Un jour, alors qu'il vadrouillait en ville, il fit la rencontre d'un fakir : celui-ci gagnait sa vie en lisant les lignes de la main et, à la suite d'un long séjour jadis dans notre pays, parlait passablement le français (Maurice Pagat n'aura jamais parlé que sa langue maternelle : il n'avait aucun don pour les langues étrangères et détestait devoir prononcer des phonèmes en usage dans d'autres cultures et croyait se ridiculiser en le faisant). Et notre voyageur venu d'Europe se laissa complaisamment prédire l'avenir. Pendant la conversation, il parla au fakir de sa vie passée, de ses combats politiques, de son rôle personnel pendant la guerre d'Algérie, des risques aussi qu'il avait dû prendre. Sans doute quelque peu impressionné par le personnage qu'il avait face à lui, le fakir lui prédit alors une mort violente, probablement par assassinat (il se trompait : Maurice Pagat mourut à quatre-vingts ans d'une crise cardiaque dans son lit). Mais c'était sans doute aussi une manière d'inciter son client à la prudence.

A l'issue de cette séance, il accepta d'initier cet étranger qui s'était confié à lui à sa technique et à son art de la divination ! Ce n'était pas désintéressé : le fakir installa donc Maurice Pagat à ses côtés et l'exhorta à prédire l'avenir des badauds qui, intrigués de voir un

européen bedonnant aux grands yeux bleu clair se livrer à cet exercice, accoururent en nombre pour bénéficier de son art. Le fakir professionnel se chargeant, bien entendu, de traduire en hindi les oracles de Maurice Pagat, pour son bénéfice personnel.

On ne saura jamais si ce dernier croyait vraiment à son art divinatoire. Pour s'amuser, il l'exerça un certain nombre de fois, en particulier avec des jeunes femmes. Citons à ce propos une troublante anecdote. Ses liens avec sa famille, composée pour l'essentiel de cousines, s'étaient distendus. Sa vie marginale ainsi que des désaccords politiques à propos de la guerre d'Algérie l'expliquaient évidemment. Toutefois Francine, une de ses cousines, qui ne l'avait plus revu depuis 1956, à l'époque où il travaillait encore à Electricité de France, décida de l'inviter un soir à dîner afin qu'il puisse connaître la fiancée de son fils. A cette occasion, à la fin du repas, il proposa à celle-ci de lui lire les lignes de la main. Elle accepta. Après quelques minutes d'examen et de dialogue, il lui prédit qu'elle mettrait un jour au monde des jumelles.

Or, quelques années plus tard, les jumelles sont effectivement venues au monde. Cela impressionna beaucoup la famille, Maurice Pagat le premier sans doute. Il ne fut plus guère invité. Et, jusqu'à la fin de son existence, il se demandera s'il ne possédait pas effectivement ce mystérieux pouvoir ; et, chaque fois qu'il proposait cette expérience, jamais il ne donnait les prédictions néfastes qu'il croyait, peut-être, pouvoir discerner.

A l'occasion de son grand voyage en Asie méridionale, Maurice Pagat passa de l'Inde au Népal. Là, à Katmandou, après avoir constaté la saleté repoussante des rues à cette époque, des excréments jonchant chaque recoin et, avec horreur à l'intérieur du parc qui jouxtait une léproserie, les malheureux aux visages et

aux mains mutilés qui devaient vivre jusqu'à la fin de leurs jours dans la seule compagnie d'eux-mêmes, tout à fait comme Fritz Lang les avait complaisamment filmés en 1959 dans « Le Tigre du Bengale », il aperçut les blanches cimes de l'Himalaya ; il emprunta un car qui menait les touristes à proximité du Tibet, contrée qui appartenait à la Chine.

Arrivé jusque-là, mais sans visa pour passer de l'autre côté, il trouva trop bête d'arriver aux portes de « l'empire du Milieu », sans pouvoir y pénétrer, ne serait-ce qu'un instant. Quelle importance ? Maurice Pagat retrouva à cette occasion le côté provocateur qu'il avait souvent. Les touristes ayant été amenés précisément jusqu'à la ligne imaginaire traçant la frontière entre monde « libre » et monde communiste, d'une jambe il la franchit, une fraction de seconde, rien que pour pouvoir dire par la suite qu'il avait bien posé le pied en Chine, ce que très peu d'Occidentaux avaient l'occasion de faire à cette époque.

Les gardes de la frontière chinoise se mirent alors à rire... Par contre les touristes qui l'accompagnaient, eux, ne rirent pas du tout, se demandant dans quel guêpier ce gros bonhomme allait entraîner tout leur groupe pour avoir osé braver l'interdit. L'incident créé en resta pourtant là sans aucune conséquence pour lui ni pour personne : les soldats chinois possédaient tout de même un minimum de sens de l'humour !



A de nombreuses occasions, Maurice Pagat voyagea également en Afrique du Nord. Principalement en Algérie, bien sûr, mais aussi au Maroc. Au cours d'un déplacement dans ce pays, il arriva le fait suivant. Dans une ville qui devait être Marrakech, il observa, dans les années 1960, que les enfants se trouvaient en devoir de travailler au profit de leurs familles. Ils exécutaient des travaux qu'ils étaient en mesure de fournir ; notamment certains se faisaient cireurs de souliers. Ce labeur qui les mettait, physiquement, au service des autres, et en particulier des puissants, choquait beaucoup Maurice Pagat comme tous les travaux domestiques qui soulignaient les différences de condition sociale. Ne pouvoir vivre qu'à la condition d'accepter ces tâches humiliantes de « larbin » est une situation qui l'offusquera toute sa vie.

Afin de protester ouvertement contre cette situation, Maurice Pagat décida alors d'inverser les rôles afin d'observer les effets de cette provocation. Il invita le petit cireur de soulier à s'asseoir à la place du client, il s'accroupit devant lui, lui emprunta pour quelques secondes son matériel, le chiffon et le cirage, et se mit en devoir de cirer lui-même, lui l'european aux yeux clairs, corpulent et d'un certain âge, les pauvres souliers de l'enfant, au demeurant simples sandales composées seulement de quelques lanières attachées aux semelles et dont il eût tôt fait de nettoyer et de raviver les couleurs.

Ce renversement de situation, ouvertement, sur la place du marché, suscita un moment de stupeur parmi tous les badauds. Tous les sentiments se peignèrent sur les visages, en fonction de

la personnalité des observateurs : la surprise bien sûr mais aussi la colère, l'incompréhension, l'indignation, quelquefois le rire, la moquerie, et même le scandale. Rarement Maurice Pagat eut la chance d'entrevoir dans cette foule une approbation, un soutien devant cette inversion des rôles qui semblait remettre en cause l'ordre social immémorial : celui des plus pauvres au service des riches en échange de leur charité, celui des plus jeunes qui devaient le respect aux adultes en échange de leur protection. Ce système, en vigueur alors dans les sociétés musulmanes traditionnelles, et dans bien d'autres, l'offusquait profondément et il aimait à provoquer les « regards obliques des passants honnêtes », comme l'a chanté Georges Brassens. Nous en verrons d'autres exemples.



La fin de la guerre d'Algérie avec les accords d'Evian signés en 1962 plongèrent Maurice Pagat dans un immense embarras : directeur d'une publication devenue à présent sans utilité, pourvu d'un réseau étoffé de personnalités de gauche qui avaient soutenu ses initiatives, il était néanmoins un autodidacte, presque dépourvu de diplômes, et son licenciement d'EDF à la suite de son engagement contre la guerre et pour la décolonisation allait effaroucher tous les employeurs, d'autant qu'il n'était plus jeune. A part quelques emplois intermittents, il restera pendant vingt ans dans une période d'incertitudes et de précarité, bien que son logement au loyer très modique lui ait permis de survivre. Il sollicitera notamment Jean-Jacques Servan-Schreiber, alors député et directeur de l'Express, qui avait partagé son combat contre la guerre d'Algérie. Celui-ci lui répondra plusieurs fois, notamment en 1971 :

« Je m'excuse de ne pas avoir été au rendez-vous téléphonique que nous avions convenu, mais j'ai été obligé de quitter la Normandie pour rentrer à Paris sur des problèmes urgents de fin d'année que je n'avais pas prévus. Cependant, je sais par ailleurs que Philippe Grumbach [journaliste, ancien directeur de l'Express, NDLR] a pris contact avec vous et je vais lui en reparler dans les prochains jours pour que vous puissiez le voir pendant le courant du mois de Janvier. Je n'oublie pas votre talent et, malgré les difficultés actuelles, je serais heureux si l'Express pouvait en profiter.

Vous savez seulement à quel point la crise de la presse française atteint toutes les publications et empêche, afin de protéger ceux qui travaillent dans les journaux actuellement, tout nouvel

engagement. C'est vraiment une crise sérieuse, même si elle touche beaucoup moins les périodiques que les quotidiens. La situation du travail dans la presse française est navrante et ce n'est pas à vous que je l'apprendrai. Je me ferai tenir au courant pendant le mois de Janvier de ce que Philippe Grumbach verra avec vous et je vous prie de croire à mes sentiments de très sincère estime. »

Le 22 février 1972, nouvelle lettre de Jean-Jacques Servan-Schreiber :

« Rentrant à Paris, je trouve votre lettre et je tiens à vous dire que je n'y suis pas le moins du monde insensible. Comme je suis sensible également à la démarche très pressante du professeur Schwartz. Tout cela, je le comprends et mon souhait le plus vif serait de pouvoir vous aider. Je vais donc en reparler avec Philippe Grumbach. Il faut que vous sachiez de votre côté combien les circonstances actuelles de la presse française, plus la fonctionnarisation des syndicats de journalistes, rendent les choses difficiles. Je reprendrai contact avec vous dès que je vois une ouverture. La réorganisation de la rédaction de l'Express demande du temps et beaucoup de doigté. Et je ne m'en occupe pas directement. A bientôt, j'espère, et je vous prie de croire à mes sentiments de vive sympathie ».

En fin d'année 1972, aucune « ouverture » en vue. Le 12 novembre, Jean-Jacques Servan-Schreiber répondit cette fois à Laurent Schwartz :

« Monsieur le Professeur, j'ai bien reçu votre mot concernant Maurice Pagat. C'est un problème que je n'oublie pas, mais j'imagine quelles difficultés il peut rencontrer. Mes possibilités ne sont pas tellement plus grandes que les vôtres. Nous sommes en train de rassembler les moyens nécessaires pour une campagne

électorale qui soit décente. Si je vois que dans l'organisation que nous pourrons mettre sur pied dans les semaines qui viennent, quelque chose se présente en ce qui le concerne, je vous ferai signe directement. Je suis vraiment navré de ne pas avoir pu vous répondre plus tôt et plus concrètement. Mais je ne désespère pas... »

Et pourtant, vingt millions de personnes travaillaient en France à l'époque, des gens se faisaient tous les jours embauchés, bien moins compétents et dynamiques que Maurice Pagat, alors dans la quarantaine... Comme le dira bien plus tard Jean-Baptiste de Foucauld, alors Commissaire au plan, pendant des Etats généraux du chômage et de l'emploi organisés justement par celui-là, « *L'emploi obéit à des « logiques » que personne ne maîtrise... »*



Arrivé à ce moment de notre récit et notre personnage approchant alors la cinquantaine, c'est sûrement le moment de tenter de lui un portrait, à cette époque charnière de son existence, entre celle de ses engagements militants et des déboires qui en ont découlé, et une seconde, dans un domaine que lui-même n'avait jamais imaginé jusque-là : celui de la lutte contre un chômage persistant et de la défense des chômeurs, catégorie sociale presque inexistante depuis la deuxième guerre mondiale jusqu'à la fin des années soixante mais qui ne cessera pratiquement de croître jusqu'à nos jours : un demi-siècle d'un problème permanent et pour l'instant sans solution, notamment en France.

Maurice Pagat était devenu progressivement un homme très gros, cent quinze kilos pour un mètre soixante-douze : il était gourmand, rajoutait souvent du beurre là où ce n'était pas nécessaire, et il n'avait aucune notion de diététique. Il deviendra d'ailleurs diabétique assez tardivement même si son diabète n'aura pas eu le temps de miner son état général. D'autre part il fumait deux paquets de gauloises chaque jour : il les fumera jusqu'à la fin de sa vie. Aussi souffrira-t-il longtemps de bronchite chronique mais, par chance, jamais de cancer. Par contre il ne se droguait pas, n'était pas alcoolique même s'il aimait bien un verre de vin à table et adorait le porto. L'abus de tabac ajouté à l'ambiance enfumée dans laquelle il aura vécu vingt ans lui donna un teint grisâtre au point de montrer parfois un visage comme sale alors qu'il se tenait très propre. Ces conditions de vie déplorables auront des conséquences sur son état de forme : pendant des années, il se plaindra fréquemment de sa fatigue que

seul le tabac pouvait soulager un moment. Il lui arrivait aussi de ressentir des malaises cardiaques mais sans gravité. Plus tard, grâce à des séjours prolongés à la campagne, nécessités par la direction d'établissements dans la Mayenne et en Dordogne, ce teint gris rosira progressivement tandis que sa fatigue chronique s'atténuerà jusqu'à quasiment disparaître paradoxalement dans ses dernières années. Ayant l'apparence d'une personne âgée dès le début de la cinquantaine, il donnera donc l'impression paradoxale de rajeunir à mesure que passeront les années grâce à des conditions de vie bien meilleures associées au sentiment intense de son utilité sociale.

En attendant, atteint par ce qu'on appelle généralement « l'obésité des pauvres » en raison d'un régime alimentaire mal adapté, il se voyait quelquefois l'objet du mépris des autres et de réflexions très désobligeantes qu'il ne manquait pas souvent d'entendre : « *C'est là qu'il habite, ce gros cochon ?* » aura-t-il pu ouïr d'une femme du quartier de Clichy où il logeait, dans les conditions déjà décrites, en le voyant rentrer dans son taudis. Plus tard, une autre jeune femme, invitée dans une cantine associative, à se placer en face de lui, alors le président, mais un peu désaxée, osera proférer : « *Ça y est, je suis en face du gros porc !* » « *Elle est folle...* » répliqua Maurice Pagat sur un ton neutre, habitué qu'il était des quolibets et qui avait pris le parti de ne plus s'en offusquer. Cette fois-là, les autres convives ne surent plus où se mettre : à cette époque, il était le Président, un homme dont dépendait toute une organisation structurée et qui inquiétait tout le monde par son état de santé apparent.

Maurice Pagat sortait souvent vêtu d'un imperméable bleu marine, même par beau temps. Par contre, jamais on ne le voyait porter une coiffure, y compris par temps de pluie. Cependant, il

existe de rares photographies où on le découvre coiffé d'un vaste panama, dans le désert africain : peut-être craignait-il tout de même le grand soleil. Mais c'est très exceptionnel. C'était toujours tête nue, qu'il affrontait la cité même s'il protégeait ses vêtements de dessous. Il possédait une assez grande quantité de chemises achetées dans un magasin de vente par correspondance car il trouvait rarement à se vêtir à sa taille dans les commerces de quartier. Il en changeait d'ailleurs souvent car il les tachait fréquemment et en faisait nettoyer en une fois toute une série. La cravate était souvent portée : elle lui donnait une distinction qui, autrement, lui aurait sans doute fait défaut. Ses pantalons, mal suspendus par des bretelles, ont donné lieu à des scènes cocasses lorsqu'il était debout, pendu au téléphone... Il affectionnait les gros pull-overs et peu les tenues légères. Une photographie de lui le montre, encore jeune, portant un short : comme celle avec un panama, c'est une curiosité. Ses chaussures étaient toujours de ville, invariablement noires, enfilées sur des chaussettes de bonne qualité. En fin de compte, que le temps fut pluvieux ou ensoleillé, hiver comme été, il arborait toujours à peu près la même tenue qui rendait de lui, vers la cinquantaine, une image immuable : tête nue grisonnante, aux cheveux longs sur le dessus peignés en arrière, mais coupés court sur la nuque, visage toujours rasé, la cigarette aux lèvres, imperméable bleu marine sur pull-over et chemise, pantalon, cravate, et souliers noirs. Il pourra se passer de canne jusqu'à la fin de sa vie.

Maurice Pagat avait cette coutume de sortir assez tôt le matin afin de prendre son petit-déjeuner composé d'un grand-crème et d'un croissant après avoir fait l'achat d'un ou deux quotidiens, cela bien sûr dans les périodes où il en avait les moyens. Il appréciait ainsi de prendre contact, dès son lever, avec la société et l'actualité du monde. Ainsi, Il lisait, non seulement quantité de

livres, mais également pléthore de journaux et de revues. Jusqu'à la fin de ses jours, il sera ainsi branché sur les nouvelles, surtout politiques. Il dévorait littéralement quotidiens, journaux, débats télévisés et radiodiffusés. Mais principalement, il lisait des journaux de gauche : à Clichy, il avait trouvé un arrangement avec un livreur du journal « le Monde » qui, dès la sortie de celui-ci vers douze heures trente, prenait en charge les exemplaires qui lui revenaient, alors rue des Italiens : à treize heures, Maurice Pagat pouvait ainsi se piquer de recevoir « le Monde » en même temps que les ministres. Pourtant, il ne dédaignait pas de lire aussi « le Figaro » ou « les Echos » car il tenait à connaître les différents points de vue sur l'actualité du jour.

Lisant et travaillant pendant la plus grande partie de sa vie à proximité immédiate de son logement, quand son bureau ne se confondait pas avec celui-ci, Maurice Pagat retournait ensuite à son domicile pour étudier, écrire, téléphoner - il était devenu un champion de l'utilisation du téléphone - ou encore recevoir. Il lisait volontiers en « papillonnant », selon sa propre expression, c'est-à-dire qu'après avoir abordé l'introduction, puis s'être concentré sur la conclusion, il choisissait dans la table des matières les chapitres qui suscitaient le plus son intérêt, puis glanait ça et là tel ou tel passage. Il disait adorer lire. Mais, paradoxalement, il se montrait très critique. Ayant beaucoup lu, beaucoup retenu, car il possédait une mémoire étonnante pour tout ce qui lui tombait sous la main, il constatait rapidement si un ouvrage apportait, ou non, quelque chose de nouveau au domaine abordé. Maurice Pagat abordait ainsi l'ensemble des sciences humaines, à l'exception notable de la psychologie, de l'ethnologie et de la linguistique, mais plus précisément l'histoire sociale, son domaine de prédilection, la philosophie, la théologie et les ordres religieux.

Maurice Pagat lisait assez peu d'oeuvres littéraires, à part celles de Dostoïevski, du moins à partir d'un certain âge. Par contre, il aimait à collectionner les biographies d'écrivains dont il n'avait peut-être pas nécessairement lu les ouvrages. La vie des hommes, plus que ces derniers, paraissait le passionner davantage, même si l'oeuvre était indispensable pour qu'il s'intéressât à l'auteur. Les bandes dessinées étaient totalement absentes de ses lectures comme de sa bibliothèque personnelle. Il aura vécu sa longue existence sans avoir ouvert un seul album de Hergé, par exemple, ce qui fait que les références qui en sont fréquentes dans la presse, lui resteront étrangères. Plus curieusement pour un homme possédant une telle appétence pour la lecture et la connaissance, il ne possédait aucune encyclopédie, aucun atlas, tout au plus un très ancien « Petit Larousse illustré ».

Les sujets qui l'intéressaient, on l'a vu, étaient nombreux et bien documentés à son domicile. Il ne ressentait nulle curiosité pour les autres. Sur le plan intellectuel, il possédait comme des oeillères, mais de celles qui laissent, avec une grande acuité, une vision suffisamment étendue des affaires humaines. Plus curieusement encore, si une part importante de sa bibliothèque personnelle – environ cinq mille volumes au début des années quatre-vingt – était consacrée au christianisme, on n'était pas certain d'y trouver les Ecritures saintes... Lors d'un déménagement de cette bibliothèque en Dordogne, dans les années quatre-vingt-dix, il faudra la compléter de quelques ouvrages de base. Il s'intéressait à l'exégèse des textes sacrés, mais la lecture de ces derniers ne le passionnait pas ; seulement l'analyse produite par d'autres, théologiens ou historiens des religions. En quelque sorte, il s'en remettait à eux. Le personnage de Jésus le passionnait, certes, mais bien davantage que ses paroles telles que les évangiles nous les ont transmises. C'était,

avant tout, un érudit de la glose et du commentaire, connaissant très bien les auteurs qui comptaient, leur argumentation, ce qu'ils avaient apporté à l'humanité, les uns répondant aux autres dans sa mémoire personnelle. Sa culture impressionnante consistait en ce qu'autrui avait pensé ou écrit sur les matériaux de base, parmi lesquels les livres saints, même si, pour Maurice Pagat, ces derniers ne comptaient plus tellement en eux-mêmes : ce qui importait avant tout pour lui était ce qu'en pensent les hommes et ce qu'ils en disent. Alors, il multipliait les lectures, souvent expéditives, du plus grand nombre d'ouvrages possibles, non sans les avoir choisis avec soin. Une grande partie de son temps de vie se sera ainsi passé à apprivoiser et assimiler les commentaires des chercheurs dans leur actualité. Son prodigieux appétit pour la lecture était parfois contrarié par l'impatience éprouvée devant les redondances d'un ouvrage à l'autre. Il constatait que les éditeurs, bien qu'ils rejettassent un nombre très majoritaire de manuscrits, publiaient néanmoins, à ses yeux, un grand nombre d'« inutilités », c'est-à-dire de livres n'apportant rien de neuf à ceux qui, déjà, connaissaient le sujet. Sa mémoire était telle qu'il n'éprouvait qu'ennui pour ce qu'il avait déjà lu ailleurs : une fois lui suffisait pour la vie, inutile d'y revenir.

Cette boussole pour la lecture s'associait assez curieusement, pour un intellectuel, à sa gourmandise qui était sans doute pour quelque chose dans l'embonpoint qui progressivement alourdit sa silhouette entre vingt-cinq et cinquante ans. Pour lui, pas question de sacrifices dans ce domaine sous prétexte de chercher à l'alléger. L'alimentation étant une nécessité biologique, nul n'était responsable de son appétit. Il appréciait particulièrement les fruits de mer, les soles, la charcuterie, les tartes et les millefeuilles, les châtaignes, les asperges, les melons et les bananes. A Clichy-la-Garenne, il avait coutume de faire à midi un

gros repas dans un restaurant de quartier, dans les périodes où il en avait les moyens, se contentant de peu le soir. Un petit déjeuner léger au café du coin et l'appétit lui revenait de plus belle le lendemain midi pour un nouveau déjeuner copieux. Ce régime, corrigé évidemment lorsqu'il vivait en collectivité, lui fut certainement néfaste. Mais il n'avait décidément aucune notion de diététique, se nourrir ne consistant pour lui qu'à se remplir l'estomac en éprouvant du plaisir, sans aucun souci d'équilibrer son menu et sa prise d'aliments au cours de la journée.

Son caractère impatient était corrélé à un trait notoire de son comportement : celui d'être emporté, vénétement et colérique. Ses colères possédaient néanmoins plusieurs caractéristiques qui méritent d'être rapportées.

Son impatience naturelle le rendait colérique notamment face à ceux qui comprenaient les choses moins vite que lui, sa vivacité d'esprit étant particulièrement grande et contrastant avec son physique lourd. Il avait tendance, défaut qui lui aliénera beaucoup de monde, à ne pas savoir se retenir de manifester du mépris pour de moins doués intellectuellement, ou de moins compétents, mais qui s'aventuraient néanmoins à éléver un peu trop haut la voix pour ne proférer finalement que sottises ou montrer leur ignorance. Cela ne manqua pas de susciter contre lui une animosité qui eut des effets pernicieux pour ses combats militants. Ou bien à l'égard de ceux qui manquaient une action faute, selon lui, de discernement.

Une des colères les plus retentissantes dont le narrateur aura été le témoin arriva lorsqu'un contact avec des journalistes à l'issue d'une réunion de presse eut été manqué. Manqué parce que lesdits journalistes devaient nécessairement être abordés à l'issue

de cette réunion dont la fin n'était pourtant pas prévisible tandis que la police interdisait à quiconque de stationner à la porte de ce lieu officiel. Dans la pratique, il existait donc une très grande difficulté à réaliser ce contact, à moins d'avoir... beaucoup de chance. Or, ce contact présentait, aux yeux de Maurice Pagat, une réelle importance. Cet acte manqué le mit alors dans un état de rage qui dura environ une heure avant qu'il ne consentît à se calmer. Par contre, ses colères, aussi retentissantes étaient-elles, ne laissaient pas de traces. Il semblait ensuite oublier, pardonner, les victimes de ses colères surmontant aussi l'incident. L'absence de conséquences sur le long terme faisait que ses emportements pouvaient être supportés : la patience – une qualité qu'il ne possédait précisément pas – suffisait, tout rentrerait dans l'ordre : jamais il n'oubliait que l'erreur est humaine et que lui-même en commettait. Seules les personnes possédant un amour-propre trop haut placé ne le supportaient pas : c'était alors la rupture. De semblables situations se sont évidemment produites et ce comportement a sûrement contribué à l'isoler pendant son existence.

Fortes mais passagères, ses colères présentaient d'autres caractéristiques. Elles ne concernaient jamais des situations vraiment graves. Devant un danger, ou face à la gravité d'une faute, toujours il gardait son calme. C'est pourquoi il sera demeuré un chef responsable et fiable, doté d'un bon jugement. Ses colères, pour terribles qu'elles aient semblé parfois, n'étaient en somme qu'épidermiques et ne concernaient que des vétilles ou de petites erreurs qui lui permettaient de faire ressortir sa mauvaise humeur éventuelle du moment. De plus, ces emportements comportaient une part importante de comédie car ils ne concernaient pas tout le monde. Il existait des gens, en particulier ceux qui étaient détenteurs de certaines responsabilités dans la

vie sociale ou professionnelle contre lesquels, quoi qu'ils fissent, Maurice Pagat ne se mettait jamais en colère. Parce que c'était contraire à ses intérêts ou à ceux qu'il défendait. Son courroux s'exerçait sur certains types de personnalité qui avaient appris à le supporter et le prenaient à la légère. On pouvait aussi en retirer certains avantages. Car s'il était sujet aux colères, il comprenait d'autant mieux que les autres puissent aussi bien sortir eux-mêmes de leurs gonds dans certaines circonstances et, éventuellement, à son encontre. Essuyer une de ses colères autorisait, en quelque sorte, la victime à lui rendre la pareille à l'occasion, sans que cela ne tirât à conséquence pour l'avenir.



Les dernières années de la décennie soixante-dix virent la situation de Maurice Pagat se dégrader d'une façon alarmante. En janvier 1977, il perdit sa mère. Le choc a dû être éprouvant bien qu'il n'y fera jamais allusion. Dans son logis, puis dans le studio que plus tard il occupera, il conservera sur une étagère une photographie en grand format de cette femme, déjà âgée.

Maurice Pagat ne retrouvait plus d'emploi. Il était aussi parvenu au terme des ventes immobilières issues des chantiers de jeunes dont il s'était occupé longtemps. Sur ces profits immobiliers, il devait des impôts qu'il était incapable d'acquitter. Néanmoins, en raison de sa situation notoirement critique, des sursis lui avaient été accordés par la puissance publique.

Début 1980, il n'a plus un sou. Plus une pièce en poche. Il se rend néanmoins dans une boulangerie de son quartier et demande, avec simplicité, si on peut lui faire crédit d'une baguette de pain. Réponse de la boulangère : « *Mais vous n'y pensez pas ?* »

Maurice Pagat rentre chez lui et se couche. C'est un homme fier. Il n'a jamais mendié et ne l'envisage même pas : ce serait une humiliation insupportable. Alors il songe à en finir. A Clichy-la-Garenne, la Seine est là, toute proche. Il ne possède plus aucune famille pour le regretter. Mais il trouve cette fin lâche et sans intérêt. Il rassemble alors la volonté qui lui reste : s'il doit mourir, que sa mort serve au moins à l'édification des autres. Il pense à mourir parce qu'il n'a plus rien à manger : il prend donc la décision inouïe de mourir de faim.

Pendant des jours, pendant des semaines, nul ne connaît la durée exacte de cet épisode, il demeure couché, sans nourriture,

simplement de l'eau à sa disposition, dans le recouin sordide qui lui tient lieu de chambre. Cette grève de la faim le mènera à la mort si personne n'intervient pour lui. En tout état de cause, il y compromet sa santé. Qu'on le retrouve mort, décharné, après qu'on l'ait connu avec son embonpoint, simplement en raison du manque de solidarité des hommes, dans une société où on préfère dénoncer la pauvreté sévissant dans ce qu'on appelait le tiers-monde, plutôt que de se préoccuper de son voisin, de son prochain, au sens propre du mot. Sa mort lente servira au moins, pense-t-il, de leçon alors que sa survie dans la déchéance ne serait d'aucun intérêt, ni pour la société, ni pour sa mémoire... Il possède pourtant tant de relations, dans le monde intellectuel et universitaire, dans le monde politique et journalistique : comment a-t-il pu en arriver à un tel état de déréliction, malgré son expérience sociale et professionnelle, ses compétences variées et, d'ailleurs, reconnues ? C'est que les employeurs sont totalement indifférents à ceux dont ils refusent le recrutement, n'acceptant nulle responsabilité dans le chômage, s'ils en admettent nécessairement une dans l'acte d'embaucher.

Maurice Pagat se dirige droit vers sa fin : il le sent puisqu'il s'affaiblit de plus en plus, d'ici peu de temps il va quitter prématurément ce monde. Il souffre. N'a-t-il vraiment plus rien de mieux à faire dans cette société d'indifférents ? Quelle place les médias lui accorderont-ils ? Il n'est pas une vedette, ni de la politique, ni de l'humanitaire. Il n'est pas parvenu jusqu'à ce statut -là. Ce ne sont pas ses « amis », honteux de l'avoir laissé mourir, qui iront mettre en valeur cette mort volontaire dont leur égoïsme et leur indifférence auront été à l'origine. Dans sa croissante faiblesse, Maurice Pagat conserve sa lucidité. Il va mourir et il sera enterré comme un chien. Nul ne parlera de lui, personne n'y trouverait son intérêt.

Alors, avant qu'il ne soit trop tard, il se lève avec difficulté, gagne en chancelant son bureau, compose un numéro de téléphone. Celui de son amie Geneviève, connue au temps de la « maison de la paix », qui lui a toujours été fidèle même si elle ne le voit plus que rarement, habitant le sud de la région parisienne. Elle accourt, veut l'emmener au restaurant. Il n'aurait, de toute façon, pas la possibilité d'en digérer présentement le menu. Alors, elle va faire les courses, compose un repas simple adapté à la situation. Maurice Pagat reprend progressivement des forces. Il ne mourra pas, à cinquante-deux ans, dans la misère et l'oubli. Et puis, une personne est bien venue lui porter secours. Pourquoi pas d'autres ?

Cet épisode dramatique demeurera peu connu. Maurice Pagat appela par la suite Laurent Schwartz, un ami fidèle, lui exposa sa situation matérielle. Celui-ci se montra efficace ; non pour lui trouver du travail : cela aurait été trop demander. Mais pour solliciter ses relations personnelles, celles qui avaient eu la possibilité de reconnaître au premier ses mérites propres dans des situations à hauts risques, ainsi que ses compétences. Bien entendu, tous trouvèrent scandaleux et absurde qu'un homme pareil en vienne à vouloir mourir faute d'argent. Ils se cotisèrent donc ; visiblement, il était – et il est toujours – plus aisé de donner de l'argent que du travail. Maurice Pagat pourra donc survivre sans avoir à mendier pour lui-même. Il aura seulement informé de sa situation ses plus proches amis et il aura peut-être fallu ce jeûne dangereusement prolongé pour obtenir quelque chose se ses relations plus lointaines. Quelqu'un lui trouva finalement un emploi, d'une durée de trois mois, au centre Lebret, Foi et Développement. Par la suite, dans le pire des cas, cet emploi lui ouvrirait des droits aux allocations – chômage, accordées à cette époque pendant une longue période car les chômeurs

apparaissaient essentiellement comme des travailleurs, simplement victimes de la situation économique. Dans les années giscardviennes, après les crises pétrolières et le début du chômage de masse, si aucun revenu minimum n'existe, les conditions d'attribution de l'assurance – chômage étaient en effet assez généreuses. Par la suite, ce statut de victime aura tendance à être perdu de vue même si la situation déplorable de tant de personnes totalement démunies suscitera dans les années quatre-vingt les Restaurants du cœur puis la création du Revenu Minimum d'Insertion.



Maurice Pagat, retourné au chômage en 1981 après cette mission à durée déterminée, avait espéré que le nouveau gouvernement socialiste, au pouvoir après la victoire en mai de François Mitterrand à l'élection présidentielle, prendrait des mesures en faveur du retour à l'emploi car, justement, c'est pour cela qu'il avait été élu après des années d'un chômage massif grandissant, atteignant presque les deux millions de demandeurs d'emploi, chiffre intolérable à l'époque pour l'opinion publique. Tout un train de mesures furent prises rapidement par le gouvernement Mauroy, mais pour le chômage : à peu près rien. Il est vrai que tous les gouvernements, jusqu'à ce jour, s'y seront cassé les dents au point qu'à partir de 2017, Emmanuel Macron, le nouveau président, fera son possible pour faire oublier cette incapacité politique chronique presque totale de réduire considérablement le chômage en bannissant son chiffrage mensuel et en obtenant des médias qu'il soit, de temps à autre, plutôt annoncé sous la forme d'un pourcentage de la population active, chiffre bien moins parlant pour le public. Désormais, on considérera qu'un taux de 5 % de chômeurs est acceptable et correspond à la notion à présent revue, et bien peu exigeante, du « plein emploi » : la plupart des économistes l'avaliseront sans broncher.

Mais, en 1981, il en allait tout autrement. D'autant que l'allocation d'aide publique avait été scandaleusement supprimée par le gouvernement précédent et que beaucoup de chômeurs ne bénéficiaient d'aucun appui financier. Maurice Pagat, surpris et scandalisé par ce « manquement » aux obligations auxquelles le pouvoir socialiste s'était pourtant engagé, contraint lui-même à

pointer chaque quinzaine, mais selon un calendrier imprévisible, à l'Agence pour l'emploi, obligation qui impliquait pour les chômeurs d'accepter de faire une queue humiliante et par tous les temps devant ses locaux, et après de vaines protestations de sa part devant un directeur d'agence scandalisé par un tel aplomb venant d'un simple chômeur, il décida de réagir et parvint à faire publier dans le journal « le Monde » du 11 octobre la lettre suivante qui sera à l'origine d'un mouvement social nouveau et de la création de multiples associations :

« Toutes les mesures annoncées par le Premier ministre pour combattre le chômage sont intéressantes. Mais dans l'immédiat la situation matérielle des chômeurs les plus défavorisés – à quelques exceptions près – restera sans changement notable. Or, si certaines catégories de chômeurs sont convenablement indemnisées, 118 830 chômeurs (et non 15 000 comme le disait Pierre Mauroy dans une récente émission télévisée) reçoivent moins de 900 F par mois, et parmi les 500 000 chômeurs non indemnisés, plusieurs dizaines de milliers sont démunis de toutes ressources.

Il y a là une situation profondément injuste, souvent dramatique et qui exige, pour d'évidentes raisons humanitaires, des mesures immédiates. Il faut doubler l'allocation dite de fin de droits (actuellement 26 F 50 par jour, ce qui constitue un scandale), et accorder aux chômeurs non indemnisés et sans ressources une aide substantielle par l'intermédiaire des bureaux d'aide sociale. Dès son arrivée aux affaires, le gouvernement aurait dû donner la priorité des priorités à ces mesures d'urgence. Il ne l'a pas fait. Et Pierre Mauroy, dans son discours à l'Assemblée, non plus. Comment expliquer un tel oubli ? Comme le remarque F. Gaußen dans son article : « Les âmes errantes » : « Les chômeurs ne

constituent pas un véritable groupe de pression... On n'a pas vu de manifestations, ni de syndicats de chômeurs. » *Et les fonctionnaires, qui occupent un si grand nombre de postes au gouvernement, à l'Assemblée, au parti socialiste, sont peut-être trop étrangers à certaines réalités sociales, à certaines formes de misère. Ne viennent-ils pas d'ailleurs de refuser la participation de la fonction publique au financement des ASSEDIC ?*

Je préconise deux initiatives pour tenter de remédier à ces carences :

1. *La création d'un secrétariat d'Etat au chômage chargé d'inspirer et de coordonner l'action du gouvernement dans le domaine de la lutte contre le chômage et de l'aide aux chômeurs. Et il faut confier cette responsabilité au meilleur spécialiste que l'on puisse trouver: à un chômeur !*
2. *La création d'un syndicat de chômeurs par les chômeurs eux-mêmes. Je crois qu'il est urgent et indispensable d'inviter les chômeurs à refuser la solitude, à résister, à se défendre, à s'organiser et à prendre enfin la parole. Un comité d'initiative pour la création d'un syndicat de chômeurs vient de se constituer. On peut prendre contact avec lui à l'adresse suivante: 15, rue du Landy 92110 Clichy Tél 737 74 76. »*

Signé : Maurice Pagat, chômeur depuis un an, cinquante-trois ans, ancien directeur de publications, ancien animateur d'associations culturelles et sociales.

Cet appel permettra de réunir les premiers militants qui s'engageront dans cette aventure qui, après bien des péripéties, se poursuivra sous l'appellation « Mouvement national des

chômeurs et des précaires ». Maurice Pagat n'avait alors évidemment aucune idée de cette pérennité ni d'ailleurs des difficultés insurmontables pour la France de réaliser politiquement une réduction importante du chômage, situation jamais vue dans notre pays.



Ce mouvement social aura été fondé sur l'alliance de deux hommes, Maurice Pagat et moi-même. De caractères bien différents, nous avions en commun à l'époque d'être tous deux au chômage depuis longtemps, mais également originaires de milieux sociaux assez semblables, l'aristocratie de la classe ouvrière, orfèvres pour ma famille, passementière et militaire pour la sienne, qui empruntaient aussi à la petite bourgeoisie puisqu'elles étaient propriétaires immobiliers et fonciers, familles catholiques ouvrières très pieuses au demeurant, ayant suscité chez certains de leurs enfants des vocations religieuses.

Le premier contact fut téléphonique. Au bout du fil, Maurice Pagat montrait une voix bien placée. Il me testa comme s'il se méfiait d'un éventuel bluff. En quelques minutes, il acquit la conviction que je possédais bien la formation doctorale prétendue. Pour ma part, je m'aperçus rapidement qu'il connaissait beaucoup d'auteurs peu connus du grand public mais qui m'étaient familiers. La voix m'invita à une réunion prévue une semaine plus tard. Tel fut mon premier contact avec un homme dont je ne pouvais supposer alors que je l'accompagnerai jusqu'à sa mort, vingt-sept ans plus tard.

Pour cette première entrevue, j'emportai les articles que j'avais alors rédigés à propos du chômage. Arrivé à sa porte, je pensai avoir fait fausse route : je contournai sa maison car elle ne semblait pas pouvoir abriter une salle de réunion, pas plus que l'appartement d'un homme cultivé. Néanmoins je frappai à la porte et, sur son invitation, je pénétrai dans la grande pièce déjà décrite et lui remis ma liasse de textes dont je lui avais parlé au

téléphone. Une dizaine d'autres personnes remplirent bientôt cette pièce déjà enfumée, sous son plafond bas. Une conversation à bâtons rompus s'engagea. Pour ma part, je me taisais. Maurice Pagat animait la conversation tout en parcourant mes articles avec une rapidité surprenante. Souvent, il discourait les yeux clos comme pour mieux se concentrer sur ce qu'il voulait dire et l'exprimait avec passion. Il finit par signaler au petit groupe ma prose qui pourrait être utile à quelque chose. La réunion s'acheva d'une façon incertaine avec le projet de retrouvailles permettant la prise d'initiatives concrètes. Je pensai récupérer les articles apportés. Mais Maurice Pagat manifesta le désir de les conserver quelques temps. J'acceptai d'autant que cela le contraignait à me recevoir à nouveau. La date de la réunion suivante n'avait pas alors été déterminée : Maurice Pagat avait du métier. Il était simplement convenu de lui téléphoner. Un peu plus tard, sur un coup de fil, il me la donna. Je m'y rendis et fus assez surpris de n'y plus trouver que trois ou quatre personnes : avec élégance, il avait éliminé toutes les autres, gens jugés dangereux car susceptibles de torpiller son initiative.



Dans l'incapacité de créer immédiatement un syndicat ou une association, Maurice Pagat décida, en bon connaisseur de la vie sociale et politique, la constitution d'un « comité d'initiative » pour la création d'un syndicat de chômeurs : astuce pour exister socialement quand on n'est pas nombreux et prouver son dynamisme.

Les premières séances se déroulaient dans son taudis tout encombré de bouquins et se passaient en analyse de la situation économique, politique et sociale par son locataire lui-même : il découvrait ainsi à ses interlocuteurs, bien moins connaisseurs que lui en cette matière, l'étendue de son savoir, de son expérience de la vie associative en même temps qu'une étonnante facilité d'élocution dont il sera fait grand usage par la suite. Il les surprit encore davantage par sa fréquentation passée d'un grand nombre de personnalités, hommes politiques ou écrivains, tels François Mitterrand, connu notamment au moment de l'affaire de l'Observatoire, Pierre Bérégovoy qui, habitant lui aussi Clichy, lui empruntait des livres, Simone de Beauvoir, le mathématicien Laurent Schwartz, Claude Bourdet, journaliste et Compagnon de la libération, etc. Des recoulements faciles à effectuer montraient qu'il ne bluffait pas en ce domaine. Les relations nouées avec toutes ces célébrités le rendaient immédiatement crédible malgré la pauvreté de son logement. Cette crédibilité était bien sûr renforcée par l'opulence de la littérature politique, sociale, mais aussi religieuse qui se découvrait chez lui. Tout cela, ajouté à son verbe, lui conférait une autorité naturelle difficile à contester chez ses auditeurs qui, tous à ce moment, étaient des chômeurs authentiques ne pouvant se prévaloir d'autant d'avantages à titres

personnels. Ou bien alors celui qui la contestait, ou qui était indisposé par le personnage, quittait les lieux sans trompette. Nul n'était à sa hauteur, même si les personnes réunies chez lui et qu'il avait sélectionnées, souvent d'ailleurs moins dépourvues et mieux logées, étaient loin d'être des imbéciles. Elles savaient que lui aussi était au chômage, qu'il touchait 32,46 francs par jour : il le répétait assez. Mais ils ignoraient et ignoreraienr toujours tout de la détresse dans laquelle il avait été récemment encore plongé. Sa personnalité était si forte qu'il s'imposa comme le leader naturel de cette nouvelle organisation qui n'en était qu'à ses balbutiements.

Maurice Pagat parlait d'abondance, réfléchissait à haute voix. Mais il incitait aussi ses nouveaux alliés en puissance à s'exprimer : dans ces moments, il mettait en oeuvre une maïeutique rappelant celle de Socrate et qu'il persistera à employer jusqu'à la fin de sa vie. Mais il le faisait dans le respect de l'autre. Lui-même, il mettait des mots sur ce qui avait du mal à se dire, sans franchir néanmoins les limites de l'intimité et prenant des précautions afin de ne pas indisposer son interlocuteur. Chacun était ainsi amené à décrire son expérience personnelle du chômage puisque tel était le sujet qui les réunissait. L'aide publique supprimée en 1979 privait de ressources un nombre croissant de chômeurs de longue durée. La passivité de l'ensemble des « sans emploi » devant cette situation, dont on comprenait mal la cohérence politique, était frappante ; comme d'ailleurs celle des organisations syndicales. Le petit groupe de demandeurs d'emploi, surtout des cadres, qui s'étaient réunis à l'appel de Maurice Pagat, faisait donc figure de francs-tireurs.

Le fait que cet homme compétent, dynamique, de surcroît bien pourvu en relations sociales, fut sans travail rémunéré confirmait

le fait que l'obtention d'un emploi était, dans notre société de liberté, profondément aléatoire.

Maurice Pagat a sans doute été le premier à accueillir les chômeurs qui se présentaient à lui à la manière d'un psychologue : celui qui tente d'apporter une aide sans juger. C'est ce que font difficilement les agents administratifs, même de bonne volonté, qui effectuent un contrôle avant toute autre chose ; c'est également ce que ne font nullement les familles : elles aident sans doute davantage, mais elles jugent avec beaucoup de sévérité les malheureux chercheurs d'emplois, ce qui, jour après jour, alourdit considérablement le climat, parfois jusqu'au drame : l'exclusion du chômeur « démeritant », sa marginalisation, sa mort... Maurice Pagat, lui, innovait en manifestant une bienveillance à l'égard des paumés, des faibles, des malchanceux, qui persistera en dépit parfois de violents accès de colère mais sans conséquences pour son attitude compréhensive à l'égard des victimes aussi bien que des coupables. Même les traîtres, dans la vie associative, il pouvait les comprendre : *« Il est dans le caractère de certaines personnes de trahir. »* dira-t-il.

Début 1982, la presse s'était fait l'écho de quatre suicides successifs de jeunes réduits au chômage. Ce fut pour Maurice Pagat l'occasion de faire une courte intervention à Poissy sur l'invitation d'un pasteur entré en contact avec lui. Ce fut aussi sa première prise de parole publique sur la situation des chômeurs. Il découvrit, à ceux qui ne le connaissaient pas, un vrai talent de tribun. C'est ce talent qui sera exploité à outrance dans les années qui vont suivre et permettra de susciter action militante aussi bien qu'appuis financiers. Le comité d'initiative créé était sans un sou, excepté sa propre allocation de chômeur du fondateur. Il réalisera donc des appels financiers, d'abord oraux, devant des

publics de demandeurs d'emploi souvent plus dépourvus que lui. Mais son éloquence et la somme des contributions qui furent consenties au prix de sacrifices personnels sont ce qui a permis l'émergence de ce mouvement social nouveau : le syndicat des chômeurs, appellation raccourcie pour « association syndicale » puisque l'appellation « syndicat » n'était pas juridiquement recevable. Cette innovation sociale fut immédiatement relayée par la presse, notamment les agences et la télévision. Le message de Maurice Pagat était simple, à ce moment, mais hautement spirituel : « *Quand des garçons et des filles sont conduits, à cause du chômage, à cet acte ultime de désespérance, c'est insupportable spirituellement, socialement, et politiquement. C'est la société tout entière qui est en état de péché mortel.* ».

Bien que laïc, ce syndicat était donc fortement teinté de valeurs et de références chrétiennes. C'est pourquoi, par la suite, les communautés religieuses seront les meilleures pourvoyeuses de fonds pour la solidarité en faveur des sans emploi en particulier à travers la constitution d'un « comité chrétien de solidarité avec les chômeurs », qui survit toujours grâce notamment au périodique « Vaincre le chômage », élaboré par une équipe réunie autour du Père Gérard Marle, Fils de la charité, qui avait fait la connaissance de Maurice Pagat alors qu'il était vicaire à Clichy dans les années 1970.

D'entrée de jeu, Maurice Pagat avait conçu son action en faveur des chômeurs et de la lutte contre le chômage sur un plan national, et non local : il n'y a jamais eu d'association de chômeurs à Clichy-la-Garenne. Pour cela il se référait aussi bien aux valeurs du mouvement ouvrier qu'à celles des évangiles. Le religieux imprégnera une lutte qui était d'abord anarcho-syndicaliste.

Le pouvoir appartenant d'abord aux hommes politiques, il s'adressera au gouvernement et, en premier lieu, au président de la République, François Mitterrand, afin de lui rappeler ses engagements et peut-être attirer son attention sur la création éventuelle d'un poste nouveau au gouvernement. Cette aventure n'était peut-être pas pour lui dénuée d'ambitions personnelles. Mais celles-ci seront toujours déçues en raison de l'immuable attitude très hostile de l'ensemble des syndicats. Voici toutefois le texte d'un télégramme expédié au chef de l'Etat et largement diffusé :

« Monsieur le Président, vous avez confié, pendant la campagne électorale, la présidence de votre comité de soutien à une chômeuse et vous avez pris l'engagement de tout mettre en oeuvre pour combattre le chômage et aider les chômeurs. Votre victoire a suscité chez les chômeurs une immense espérance ; aujourd'hui, huit mois après, il serait difficile de vous dissimuler notre déception. En quelques semaines, quatre jeunes Français de moins de trente ans sans travail se sont suicidés par désespoir et dans l'indifférence de la nation. Actuellement 150 000 chômeurs perçoivent 30 F par jour et 100 000 chômeurs se trouvent sans ressources. Nous vous demandons de prendre des mesures immédiates de solidarité afin de mettre fin à une situation aussi intolérable. Nous vous prions de bien vouloir recevoir une délégation de chômeurs. Nous vous assurons, Monsieur le Président, de nos respectueux sentiments. »

Les documents initiaux diffusés par le syndicat des chômeurs citeront souvent un extrait emblématique d'un ouvrage de l'ancien commissaire au Plan Michel Albert, « le Pari français » :

« Face au chômage, il existe une sorte de consensus inavoué. Il s'établit entre tous ceux qui bénéficient d'une situation acquise et permet de reporter tout le poids des contraintes nouvelles, sous

forme de chômage, sur une fraction de la population. (...) L'une des fonctions essentielles du chômage ne serait-elle pas, en réalité, de valoriser la tranquillité des non-chômeurs, de rendre plus précieux leurs priviléges en les abritant derrière une sorte de glacis protecteur ? Si c'était vrai, ce serait bien sûr inavouable, scandaleux même. »

François Mitterrand ne relèvera pas cette proposition de créer un secrétariat d'Etat au chômage. Maurice Pagat ne bénéficiera pas d'un strapontin au gouvernement. Il se rabattra donc sur le syndicat des chômeurs bien que beaucoup de socialistes, milieu auquel il appartenait, l'ait considéré comme une provocation, à commencer par Pierre Joxe, futur ministre de l'Intérieur, pourtant un de ses anciens amis : « *Quand on peut être ministre, on ne fait pas le syndicat des chômeurs !* » déclara-t-il. Il rompit avec lui à cette occasion.

Rapidement, Maurice Pagat va utiliser une de ses armes favorites qui le rendait irremplaçable à la place de leader qu'il occupait : ses relations personnelles avec nombre de personnalités connues de lui depuis vingt ou trente ans. L'exploitation des soutiens, moraux plutôt que financiers, des célébrités sera toujours un de ses moyens d'action militante favoris. Sa réputation ancienne construite notamment pendant la guerre d'Algérie, qui n'était pas alors si lointaine, eut tôt fait d'en rassembler alors un grand nombre. Citons l'écrivaine féministe Simone de Beauvoir, les prix Nobel Alfred Kastler et André Lwoff, Laurent Schwartz et Claude Bourdet, des amis fidèles, le général Pâris de Bollardière, le célèbre psychologue Paul Fraisse, le philosophe Vladimir Jankélévitch, le sociologue Edgar Morin, les écologistes Brice Lalonde et Pierre Samuel, etc. qui furent ainsi les premiers à apporter leur appui. Maurice Pagat lut en public une lettre de

Pierre Mendès France qui, implicitement du moins, approuvait son projet. A noter que, dans un premier temps, les milieux religieux furent peu sollicités.

A partir de février 1982 eut lieu ce qu'on appellera le « printemps du syndicat des chômeurs » : période qui, de février à juillet, mobilisera des dizaines de militants amateurs, chômeurs pour la presque totalité d'entre eux, afin de réaliser des distributions de tracts payés grâce aux appels financiers du leader, des collages sauvages d'affichettes, l'organisation de colloques, de manifestations réunissant quelques centaines de personnes, l'occupation d'agences pour l'emploi ou d'antennes Assedic, des participations à certains défilés, etc. Certains des jeunes militants, devenus bien plus tard hauts fonctionnaires, se souviendront toujours de cet engagement en faveur de cette cause nécessaire. Donnons un simple aperçu d'une de ces initiatives.

Le 17 juin, à l'occasion d'une table ronde tenue à l'hôtel Matignon, Maurice Pagat décida d'y faire distribuer une lettre ouverte aux personnalités et aux journalistes présents. Arrivés devant Matignon, Maurice Pagat, deux militants et moi-même, avions été préalablement refoulés par les forces de l'ordre. Celles-ci étaient dirigées par un brigadier ressemblant étrangement à Michel Galabru. Nous nous concertâmes et décidâmes de nous éloigner temporairement. Nous allâmes « prendre un pot » à proximité, mais pour constater que nous étions toujours sous la « discrète » surveillance de ces policiers à l'intérieur d'un fourgon. Un quart d'heure après, nous quittâmes la terrasse du café, prîmes la rue du Bac jusqu'à son croisement avec la rue de Babylone, laquelle longe le parc de l'hôtel Matignon, côté opposé à son entrée officielle. Toujours suivis par la camionnette de la police, roulant au pas... Tournant ensuite à droite, rue de Bellechasse, le fourgon nous rattrapa : le brigadier baptisé

« Galabru » en descendit et, avec véhémence, tenta de nous dissuader de retourner à Matignon. Nous fîmes alors mine de vouloir nous disperser lorsque, brusquement, Maurice Pagat héla un taxi à l'entrée de la rue de Varenne : nous y pénétrâmes à trois, commandèrent au taxi de redémarrer : il dépassa alors en trombe le fourgon, tandis que nous nous dissimulions derrière un journal : nous eûmes alors le sentiment de tourner une farce de la série « Le gendarme » avec Louis de Funès et son inséparable Galabru. Parvenus devant Matignon, et précédant la police devant l'entrée, Maurice Pagat obtint d'être immédiatement reçu par un collaborateur du Premier Ministre. Tandis que nous distribuions des tracts dans la cour du bâtiment, je me mêlai à une commission dans laquelle se trouvait Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, ainsi que Louis Mermaz, puis pénétrai dans l'hôtel Matignon en leur compagnie et sous leur involontaire protection, les huissiers n'allant pas vérifier les noms et qualités de toutes ces importantes personnalités. Une fois dans les lieux, je m'esquivai du groupe pour aller distribuer mes documents dans les bureaux de Matignon, très tranquillement pour ne pas attirer l'attention. Ce travail militant accompli, je ressortis par la même porte sans être inquiété et rejoignis mes compagnons. L'audace de Maurice Pagat avait payé.

D'un point de vue historique, il semblerait que cet épisode burlesque ait été le premier, et sans doute le dernier, où une telle action ait pu se dérouler : si nous avions été munis de bombes et décidés à commettre un attentat, il nous aurait été possible de faire sauter tout l'immeuble. Mais la violence avait toujours été exclue des méthodes et de la stratégie de Maurice Pagat comme des miennes. Il s'était toujours refusé à considérer que la masse des chômeurs pouvait constituer une « armée de l'ombre », idée défendue par quelques-uns mais qu'il jugeait trop dangereuse.



Relogé suite à l'expropriation de son taudis, Maurice Pagat avait su négocier, avec l'aide de Jacques Delors, alors maire de Clichy, un studio convenable dans une HLM en même temps qu'un local pour son association, au fond d'une cour, situés tous deux à la même adresse. Plusieurs mois de travaux début 1983 furent nécessaires pour rendre ce nouveau local, quatre-vingts mètres carrés environ, opérationnel pour le syndicat des chômeurs : il comprenait notamment un bureau et une salle de réunion.

Mais pendant ce temps, les activités de l'association demeurèrent au point mort. Quand le local fut rénové et aménagé, des habitudes s'étaient perdues : Maurice Pagat et moi nous retrouvâmes seuls dans ce local tout neuf mais sans utilité. Sans actions de lutte, le syndicat des chômeurs n'existant plus réellement alors que le chômage demeurait dans le pays une cause majeure et était même marqué par une aggravation. Il fallait provoquer le retour des militants alors éparpillés. A moins de cinquante-cinq ans, Maurice Pagat a dû se dire qu'il était tout de même un peu jeune pour prendre sa retraite même s'il avait pu négocier celle-ci avec EDF.

Il eut alors l'idée de s'en prendre cette fois à l'UNEDIC, présidée par André Bergeron, également Secrétaire général de Force ouvrière. Ces perspectives permirent de réunir à Clichy une vingtaine de personnes, revenues à nous pour la première fois depuis six mois. Il fut décidé d'occuper les locaux d'une Assedic, celle de la rue de la Victoire dans le neuvième arrondissement, pour y brandir la menace d'une grève de la faim collective si le

président Bergeron n'acceptait pas de recevoir une délégation de notre « syndicat », tant la situation des chômeurs sans ressources était intolérable à l'époque dans notre pays riche et développé : pour nous, la création d'un minimum-chômage s'imposait.

Cette Assedic fut occupée le premier juin. Naturellement, la police, sans coup férir, fit évacuer les lieux. Mais notre équipe réussit son coup. Maurice Pagat avait pris la parole dans ces locaux comme il savait si bien le faire et plusieurs quotidiens parisiens publièrent des articles faisant à l'action entreprise une publicité presque inespérée. Et le 7 juin, André Bergeron et son conseil d'administration recevaient au siège de l'UNEDIC une délégation du Syndicat des chômeurs.

Pour Maurice Pagat, cette entrevue aura été l'une des plus mémorables et il se plaira à la raconter lors de ses futures conférences. Voici la façon dont il décrivit l'événement :

« ... La réunion avait lieu dans un grand salon du XIXème siècle avec une grande table de Conseil d'administration verte où ne siégeaient que les membres du C.A. ; on nous avait mis à une petite table à part comme si nous étions des gosses. Nous n'étions pas introduits dans le cercle des gens respectables. Enfin, on s'installe et on nous donne la parole. J'avais apporté un certain nombre de témoignages, d'analyses et de statistiques. On aurait pu penser que ces syndicalistes et ces patrons connaissaient la situation des chômeurs de longue durée : eh bien, en 1983, ce n'était pas le cas pour la plupart de ceux qui siégeaient au Conseil d'administration. J'ai alors dû décrire à ces gens qui géraient le système d'assurance-chômage la situation des chômeurs de longue durée mal ou non indemnisés. Ils prenaient des notes et m'ont tous demandé le texte que j'avais préparé. La coupure qu'il

y a entre une bureaucratie de haut niveau syndicale et patronale et les réalités sociales est extraordinaire. »

Le successeur d'André Bergeron, Marc Blondel, sera pour sa part un des plus farouches adversaires des positions défendues par Maurice Pagat, au nom des « acquis » obtenus par les travailleurs grâce à leurs luttes. Mais au moins André Bergeron semblait admettre le principe de ce combat mené au nom des demandeurs d'emploi même s'il devait être convaincu de sa vanité. A l'issue de la réunion, il serra la main des chacun des chômeurs présents, renforçant ainsi la crédibilité de leur leader.

Le Syndicat des chômeurs était toujours dépourvu de réels moyens financiers. Mais, à la suite de cette série d'initiatives médiatisées, et grâce à des influences occultes qui se produisaient de temps en temps, le Secours catholique lui consentit un apport de quinze mille francs pour l'aider à s'équiper en matériel de bureau. A l'époque, et surtout à son échelle, il s'agissait d'une somme assez importante. Un duplicateur et une machine à écrire convenable vont, pour la première fois, permettre à cette association de s'institutionnaliser grâce à la création d'un bulletin, bien modeste au départ.

Ce bulletin d'abord composé de quelques pages ronéotypées allait en effet permettre la diffusion régulière d'informations sur l'emploi ainsi que sur nos prises de position. Quelques pages tapées sur stencils relataient les actions militantes du mois de juin et résumèrent les critiques sur le fonctionnement de l'Agence pour l'emploi et des Assedics réalisées par la Cour des Comptes : sérieux de l'information, critique et incitation à l'action militante, le premier numéro, diffusé à... quarante exemplaires en juillet 1983, rédigé entièrement de ma main, montrait la ligne directrice

et les objectifs de cette nouvelle publication mensuelle, plus tard bimestrielle. Maurice Pagat décida d'appeler cette revue « Partage », mot-clé de notre combat. Diffusé d'abord presque sans argent, « Partage » va se développer, sera plus tard imprimé en couleur et plus de deux cent trente numéros, certains de plus de quatre-vingt-dix pages, seront diffusés pendant trente ans, publiant essentiellement les études et les « bonnes feuilles » des meilleurs ouvrages écrits pendant toute cette période, avec l'accord, souvent implicite, des auteurs et des éditeurs qui y trouvaient leur avantage par la publicité faite à leurs productions. Cette idée a permis de publier des milliers d'articles perpétuellement renouvelés grâce aux travaux de leurs auteurs et à ne jamais lasser un lectorat fidèle passionné par les questions relatives au chômage et à l'emploi, ce qui constituait une vraie gageure.

A noter que le président de la République fut un des tous premiers abonnés à cette revue, abonnement qui ne sera pas renouvelé par ses successeurs : cela montre qu'à l'époque, le chômage était un sujet très sensible en raison de ses deux millions de victimes, tandis qu'à la nôtre qui en compte à peu près quatre millions, l'opinion semble maintenant s'en désintéresser largement. De même les administrations et les ministères seront nombreux à prendre un abonnement et à le renouveler pendant des décennies. Mais, par la suite, les constants « coups de boutoir » de Nicolas Sarkozy contre la valeur du partage auront été sans aucun doute pour quelque chose dans le déclin de cette revue et de l'association qui la portait.

Cette seconde époque du syndicat des chômeurs fut riche en péripéties de toutes sortes. En décembre 1983, il y eut des négociations sur l'indemnisation du chômage au siège du CNPF, la

patronat français, rue Pierre 1^{er} de Serbie, avec les centrales syndicales et, bien sûr, en présence de toute la presse. Maurice Pagat flaira à cette occasion un coup fumant, faisant suite à l'occupation pacifique de l'hôtel Matignon. Il ne s'agissait pas moins que de s'inviter à la table des négociations, ou du moins, d'imposer la présence des représentants réels des chômeurs dans une de celles qui les concernait au premier chef. Le tout était de pouvoir tromper la vigilance du service d'ordre du patronat. Ce fut fait rapidement pour six d'entre nous : au nom du journal « Partage » qui, de fait, existait, ou encore en prétendant être l'envoyé de tel ou tel organe de presse chrétien, nous nous introduisîmes sans difficulté dans les lieux malgré le défaut de cartes de presse : un peu de savoir-faire, de culot et d'assurance avait suffi. Quelques instants plus tard, une dizaine d'autres, Maurice Pagat en dernier pour n'être pas reconnu, s'insinuèrent dans le hall d'entrée. Soudain, ceux-ci déployèrent largement la grande banderole du Syndicat des chômeurs dans les locaux du CNPF qui se vit alors contraint de recevoir sa délégation. Malheureusement, en dépit du côté très spectaculaire de cette opération, de la distribution de tracts dans la salle de réunion, les médias, pourtant très présents, ne feront aucunement état de cette intervention. L'ordre établi des partenaires sociaux fut à cette occasion unanimement protégé. Ni « le Monde », ni « le Figaro », ni « l'Humanité », ne trouvèrent un intérêt à s'en faire l'écho de notre audace : toute la presse, de quelque bord politique qu'elle ait été, se montra au contraire d'accord pour censurer cette offensive pourtant légitime des chômeurs dans un débat où, pourtant, leurs intérêts étaient directement en jeu... D'ailleurs, dans toute l'histoire du mouvement des chômeurs, la presse joua toujours un rôle équivoque, tantôt relayant convenablement des actions d'une portée minime, tantôt préférant faire le silence. Michel Rocard, à l'époque en sympathie avec Maurice Pagat et

l'initiative qu'il avait prise, en ancien militant qu'il avait été, lui confia que cette action n'avait en fait pas été menée assez loin : il eût fallu grimper sur la table des négociations et uriner dessus... ou encore gifler tel ou tel dirigeant du patronat, comme Yvon Chotard. Aucun d'entre nous n'ayant pensé ou osé faire l'un ou l'autre, cette initiative spectaculaire fut donc sur un plan médiatique un coup d'épée dans l'eau.

En janvier 1984, eut lieu une action militante dont Maurice Pagat racontera volontiers le détail de nombreuses fois. Il se trouvait que neuf chômeurs, âgés de plus de cinquante ans, recrutés récemment par la Caisse d'Epargne Ecureuil, rue du Louvre, étaient menacés de licenciement à la demande de la section CFDT qui privilégiait la promotion interne. Ses bénéficiaires avaient été jusqu'à intenter un procès à leur direction pour violation du statut.

« Nous trouvions extraordinaire, racontera Maurice Pagat, qu'un syndicaliste puisse s'opposer à l'embauche de chômeurs de plus de cinquante ans, qui ne bouchaient donc pas l'avenir des promotions internes. En outre, si la direction avait agi de la sorte, c'est parce qu'il n'y avait pas de possibilité de recrutement interne. Nous avons donc occupé la Caisse d'Epargne de Paris en affirmant qu'il n'était pas convenable de s'opposer à ces embauches. Après des heures de débats improvisés, les camarades syndicalistes ont accepté de nous recevoir. J'ai commencé la réunion en demandant avec la dizaine de chômeurs qui était là, de dire combien ils gagnaient. Il y en avait qui n'étaient pas indemnisés du tout, d'autres touchaient 2 600 - 2 700 francs par mois, l'indemnisation la plus forte était de 3 500 francs. J'ai ensuite demandé aux camarades syndicalistes de dire, à leur tour, combien ils gagnaient. Ils avaient comme revenu

moyen près de 8 000 francs par mois avec quelquefois jusqu'à seize mois de salaire et des avantages innombrables. Ils nous ont dit s'opposer à l'embauche de chômeurs de longue durée parce que le monde syndical avait lutté pendant des décennies pour avoir des statuts, des protections, des garanties, des avantages, et il n'était pas question de les remettre en cause. En outre, l'embauche de chômeurs de longue durée n'était pas leur affaire. Ils étaient d'accord avec l'idée de solidarité mais « à condition que ce soit les capitalistes qui la payent ». Ils ne se sentaient pas du tout concernés. Ils ne se rendaient pas compte que leurs revenus étaient extraordinairement élevés par rapport au revenu moyen et que leurs garanties étaient énormes. Les confédérations sont quand même intervenues, notamment la CFDT, et il y eu embauche des chômeurs de longue durée. Cette anecdote démontre comment, au nom d'une idéologie syndicale, on peut arriver à défendre des attitudes basées uniquement sur le corporatisme, les avantages acquis, et s'opposer du même coup à des devoirs de solidarité. »

J'ai cité in extenso ce compte rendu d'une intervention militante car il montre bien une des caractéristiques du « pagatisme » : le droit de critiquer ouvertement les syndicats, sur des aspects concrets, d'une façon constructive, pour les aider à évoluer dans le sens des intérêts des travailleurs privés d'emploi. A moins d'abandonner toute idée de représentation de leurs intérêts et de laisser cette place à d'autres organisations.

La vie militante de Maurice Pagat, en marge des initiatives parfois hardies qu'il pouvait prendre, fut émaillée d'épisodes divers qui illustraient la capacité d'intervention du personnage en société.

Ainsi, il rencontra un jour une dame d'un âge certain, c'est-à-dire

à peu près du sien, qui, comme de coutume, nourrissait des chats errants dans quelque lieu de Clichy propice à cela ; les chats connaissaient évidemment ce rendez-vous qui leur rendait un service d'importance : ils se regroupaient nombreux autour d'elle pour recevoir la pitance qu'elle leur avait préparée. Maurice Pagat s'approcha de cet attrouement et, avisant aimablement cette brave dame, lui dit :

« C'est bien, madame, de venir nourrir régulièrement tous ces chats. Mais, en feriez-vous autant pour des chômeurs ? »

« Eh bien alors, sûrement pas ! » répondit la bonne femme interloquée et un peu choquée qu'on se permette de lui faire pareille suggestion.

Maurice Pagat s'éloigna, tout pensif, réfléchissant longuement à ce paradoxe qui pousse certaines personnes très bien intentionnées à alimenter à leurs frais des animaux qui ne leur appartiennent même pas cependant qu'elles se refuseraient absolument à prendre la même initiative vis-à-vis d'êtres humains dépourvus de ressources. En craignaient-elles, inconsciemment, les suites, la charge matérielle qu'elle pourrait créer en raison de la mémoire de cette bienfaisance et la communication de cette information à d'autres pauvres gens ? Les chats qui se regroupent possèdent déjà cette mémoire et sont capables communiquer l'information entre eux. Qu'en serait-il pour des hommes ?

Maurice Pagat possédait beaucoup d'embonpoint dans son âge mûr. Ce n'était pas sans inconvénients ni sans risques.

Un jour, il m'invita dans un restaurant de la porte de Clignancourt. Essayant de se faufiler entre des tables, il renversa un cendrier qui se brisa à terre. Cette maladresse indisposa le garçon de salle. *« C'est très bien ! »* fit-il, comme par antiphrase, pour montrer qu'il ne souhaitait plus nous servir et qu'il nous intimait de

déguerpir. Cet employé ne savait évidemment pas à qui il avait affaire. Avec sa faconde et son audace, Maurice Pagat aurait fort bien pu créer un scandale à partir de cet incident. Il aurait pu exiger – et obtenir – que l'inconscient soit sanctionné, ce qui, sans doute, lui aurait fait perdre sa place : il n'est pas acceptable, ni commerçant, qu'un client soit traité avec tant de rudesse suggérée pour un geste involontaire. Mais ce dernier se retint, il eut presque pitié de l'autre qui ne connaissait rien du personnage à part son physique bedonnant. Il me fit signe et nous allâmes déjeuner ailleurs. Nous ne sommes plus retournés dans cet établissement avant longtemps.

Un soir, j'accompagnai Maurice Pagat par le train en direction de la gare d'Austerlitz. Parvenus assez tard à destination, il décida de prendre un taxi pour regagner son logement de Clichy tandis que je m'apprêtai à rentrer chez moi par le métro. Mais les taxis étaient rares à cette heure. Il en trouva cependant un assez rapidement et, avant de m'engouffrer dans les couloirs du métropolitain, j'attendis pour m'assurer à distance que son taxi démarrât.

Bizarrement toutefois, le chauffeur demeurait sur place. Plusieurs minutes passèrent. Je poursuivis mon attente, pensant bien qu'un incident avait dû survenir. Enfin, le taxi démarra. Mais, au lieu de se diriger vers la gauche pour prendre le boulevard de l'Hôpital ainsi qu'il aurait dû le faire, le chauffeur tourna vers la droite en direction du poste de police de la gare. Seulement à moitié surpris, et sachant que l'affaire pourrait durer un certain temps, je pris cependant mon métro et me rendis le lendemain matin au local de l'association, situé à la même adresse que celle de Maurice Pagat, impatient de connaître le fin mot de l'incident.

Le président m'en fit un compte rendu précis. Il avait

naturellement indiqué au chauffeur son adresse en proche banlieue. Celui-ci lui avait alors répondu qu'à cette heure-là, c'était trop loin pour lui. Maurice Pagat avait alors protesté : le chauffeur, pendant ses heures de service, avait l'obligation de mener son client à l'adresse indiquée par lui, d'autant que celle-ci se situait en proche banlieue. Mais le chauffeur ne voulut pas en démordre. Il ordonna à Maurice Pagat de quitter son taxi et d'en attendre un autre. Le président, alors âgé, comme à son habitude, ne se laissa pas faire : il connaissait les obligations professionnelles légales des taxis et, à moins d'avoir interrompu son service, il était à celui de ses clients pour les emmener là où ils le voulaient. Et le ton monta entre les deux hommes. Après maintes gracieuses réparties, enfin le chauffeur fit avancer son véhicule, mais... en direction du poste, qui, par coïncidence, se trouvait juste à côté. Le policier qui les reçut fut rien moins qu'aimable à l'égard du client comme si le taxi devait forcément avoir raison. Mais le président possédait ses arguments et la langue bien pendue. Après avoir décliné sa qualité, il démontra que le taxi était dans son tort. Le policier en faction consentit alors à faire la part des choses. Et tandis que le chauffeur avait disparu pour regagner ses pénates, son « client » quitta plutôt tard le poste de police, sans amende ni poursuites. Mais il fut quitte pour attendre un nouveau taxi qui, cette fois, le mena à destination.

Maurice Pagat sortit de l'affaire persuadé que ce chauffeur de taxi, assez âgé, devait être un ancien policier convaincu qu'un collègue lui donnerait raison contre le droit et ses obligations professionnelles. Cette anecdote montre assez bien combien ce vieux militant ne s'en laissait jamais conter ; jusque vers la fin de son existence, il était capable d'imposer son point de vue lorsqu'il le croyait juste.



Catholique non pratiquant, mais cependant grand connaisseur du christianisme, passionné par l'histoire des ordres religieux dont il tenta parfois de s'inspirer, Maurice Pagat, à la tête d'un syndicat de chômeurs toujours aussi désargenté, allait alors tenter un coup de maître et le réussir. « *C'est au sein des communautés chrétiennes, et sans doute nulle part ailleurs, que le mouvement des chômeurs pourra obtenir des moyens financiers.* »

Cette intuition supposait néanmoins de trouver des alliés. Ces derniers pouvaient être recherchés dans deux directions : d'une part chez des chrétiens engagés ; d'autre part dans une partie des chômeurs militants. Son ami le Fils de la charité Gérard Marle, qui avait déjà apporté un soutien moral au mouvement lancé par Maurice Pagat, lui prêta son concours. Il fit également appel au pasteur Pierre Marchand qui avait fortement appuyé, lui aussi, les débuts du syndicat des chômeurs, suivi son évolution. Gérard Marle écrivit notamment :

« *On ne peut se dire au service des plus abandonnés et se défiler quand les exigences de la solidarité nous dérangent et exigent de nouveaux modes d'intervention (...) Un vaste mouvement en faveur de la solidarité et du partage devrait permettre d'inventer des solutions. L'heure est venue pour les chômeurs de prendre la parole et de s'organiser. Et nous devons les aider à le faire (...) Nos communautés chrétiennes doivent créer des espaces de rencontre et de fraternité avec les chômeurs.* »

La récente création de la revue « Partage » allait devenir un moyen privilégié pour lancer ce projet. Maurice Pagat rédigea

l'éditorial suivant, à l'occasion du lancement d'un comité chrétien de solidarité avec les chômeurs :

« Ce numéro spécial de « Partage » est envoyé aux évêques de France, aux responsables des Eglises et communautés protestantes, ainsi qu'à deux mille prêtres, pasteurs, religieux, religieuses, diaconesses, dirigeants laïques des organisations catholiques et protestantes de la région parisienne.

Un religieux, le père Gérard Marle, un pasteur, Pierre Marchand, qui, tous deux, ont soutenu dès sa création, il y a deux ans, le Syndicat des chômeurs et régulièrement participé à ses activités, publient deux articles invitant instamment les communautés chrétiennes à manifester concrètement leur solidarité avec les chômeurs les plus défavorisés et à promouvoir une société plus solidaire. Certains s'étonneront sans doute que le Syndicat des chômeurs – organisme qui rassemble des travailleurs privés d'emploi de toutes tendances – prenne l'initiative d'un appel aux chrétiens de France. L'explication est simple : les chômeurs ont de plus en plus le sentiment d'être abandonnés par la communauté nationale. Deux fois en deux ans, les allocations des plus défavorisés ont été réduites et parfois supprimées alors que le pouvoir d'achat des travailleurs en activité est maintenu et, dans certains cas, augmenté. Des situations de grande misère obligent maintenant des chômeurs à fréquenter les soupes populaires de l'Armée du salut et les communautés Emmaüs. Nombreux sont ceux qui connaissent la solitude la plus totale et sombrent dans le désespoir.

Notre appel aux communautés chrétiennes est donc tout simplement un appel au secours. Le chômage est aussi un problème moral. Pour le vaincre, il faut combattre les égoïsmes, et inviter au partage. N'est-ce pas là la mission première des communautés chrétiennes ? C'est pourquoi, au nom de mes

camarades du Syndicat des chômeurs, je prie tous ceux qui liront ces lignes d'écouter notre appel et d'y répondre, notamment en participant nombreux à la rencontre organisée le mardi 20 mars au Centre Saint-Paul à Issy-les-Moulineaux [...]

Beaucoup de prêtres, de religieuses et de pasteurs répondront immédiatement à cet appel. En effet, ce comité chrétien n'était pas créé ex nihilo : il prenait appui sur les activités militantes passées du syndicat des chômeurs dont les médias s'étaient fait plus ou moins l'écho. Ce qui signifie que, d'emblée, le nouveau comité bénéficia d'une crédibilité par sa liaison même avec un mouvement des chômeurs déjà existant. Se réalisa alors une symbiose sociologiquement intéressante entre deux organisations qui, chacune, tirera parti de l'autre puisque le Syndicat des chômeurs bénéficiera en retour du soutien du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs, créé spécialement dans ce but, avec pour premier président Paul Abela : originaire d'une grande famille maltaise, aux convictions chrétiennes sincères et profondes, et ancien compagnon de lutte de Maurice Pagat du temps de la guerre d'Algérie, il était devenu lui-même chômeur à près de soixante ans et avait, dès 1981, répondu positivement à l'appel de celui-ci, soutenu financièrement la création du Syndicat des chômeurs. Ce Comité chrétien se mit à éditer une brochure intitulée « Vaincre le chômage ». Celle-ci, en 2022, paraît toujours.



Cet appel aux communautés chrétiennes donna de bons résultats : un coup de génie qui permit enfin au mouvement des chômeurs de sortir de la misère où il se débattait sous la forme unique du syndicat des chômeurs.

L'argent récolté permit à Maurice Pagat de proposer une nouvelle idée, riche de perspectives : créer un lieu fraternel et convivial, géré, autant que possible, par les chômeurs eux-mêmes et destiné à rendre des services que l'Agence nationale pour l'emploi n'avait pas alors la possibilité d'offrir : les journaux et leurs petites annonces, une aide à la rédaction des curriculum vitae, l'accès gratuit au téléphone, une cantine, un accueil plus compréhensif que celui de la fonction publique, mais aussi plus tonique. Et, dans l'idée de son fondateur, ce lieu devait aussi être un moyen de recruter des adhérents et d'accroître les capacités militantes de son organisation. La création d'un tel local fut décidée en dépit des réserves de Paul Abela qui considérait que ni le Syndicat des chômeurs, ni le Comité chrétien, dans son état d'alors, ne possédaient encore la surface financière pour supporter un tel projet. « *Si tu m'apportes cent millions, je suis d'accord !* » avait-il déclaré à Maurice Pagat. Dans l'année qui venait, celui-ci allait en apporter le triple.

Ce lieu d'accueil fut dénommé « la maison des chômeurs », possession du Syndicat des chômeurs grâce à une forte libéralité du Comité chrétien. Le fondateur possédait, on l'a vu, un goût particulier pour les « maisons », lieux de stabilité, de rencontres et de convivialité indispensables pour équilibrer l'imprévu et la précarité de luttes menées presque sans relâche au profit de causes qui suscitaient son indignation et sa colère. Chez lui,

morale et action politique ont toujours été intimement liées et c'est dans ces « maisons » que ce lien s'exprimait le mieux.

Ce premier local, la première des dizaines de maisons de chômeurs qui finiront par s'établir dans la France entière, fut déniché en septembre 1984 au fond d'une cour du onzième arrondissement de Paris, 9, rue de la Fontaine au roi, près de la place de la République. Cette maison indépendante, chose difficile à trouver dans Paris, était toutefois en mauvais état et insalubre. Elle nécessita d'abord de nombreux travaux d'aménagement. Les militants du Syndicat des chômeurs se transformèrent donc en ouvriers du bâtiment. Pendant un mois et demi, près de quatre-vingts chômeurs y participeront sous la houlette de Maurice Pagat qui, ayant dans le passé dirigé nombre de chantiers de jeunes, savait organiser les travaux : une des cordes qu'il avait aussi à son arc. L'argent du Comité chrétien permit aussi l'achat d'une page dans « la Croix » pour faire connaître le projet. Le père Gérard Marle y signa un nouvel appel. Les fonds recueillis cette fois représenteront vingt fois la somme investie alors et aussi le début de la constitution d'un fichier de donateurs qui seront régulièrement sollicités dans les trente années qui suivront. Pour Maurice Pagat, ce fut un événement considérable : pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, voilà qu'il disposait d'un réseau fondé sur la confiance accordée à son équipe et à lui-même. Bien des personnes qui l'avaient soutenu vingt-cinq ans plus tôt la lui renouvelaient : des personnalités et aussi des chrétiens engagés qui l'avaient connu à cette époque. Le 16 octobre, une conférence de presse annonçait déjà l'ouverture de cette maison pour le 9 novembre : une date décidée rapidement afin de galvaniser les militants qui s'employaient à remettre à neuf la bâtie, et éviter l'enlisement.

Tandis que ces travaux s'achevaient, une occasion inespérée, comme on n'en rencontre qu'une fois tous les vingt ans, se

présenta à Maurice Pagat qui allait réussir un coup sensationnel : un des plus grands moments de sa vie.

Michel Polac était l'animateur de l'émission « Droit de réponse », très populaire : quantité d'invités sélectionnés pouvaient y prendre la parole d'une façon très libre et s'invectiver sur des thèmes choisis par la production parce qu'ils faisaient polémique. Il invita Maurice Pagat le 3 novembre, en compagnie notamment de l'abbé Pierre – une vieille connaissance – et de quelques autres responsables d'organisations caritatives sur le sujet du chômage et des nouveaux pauvres. Nul ne pouvait prévoir, bien sûr, la manière dont l'émission allait se dérouler. L'occasion était, de fait, donnée à l'abbé Pierre de renouveler son appel de 1954 sur Radio-Luxembourg. Cependant, celui-ci avait vieilli et semblait quelque peu fatigué.

Maurice Pagat saisit l'occasion. Après une première intervention de mise en train sans intérêt particulier, il reprit la parole. A plusieurs reprises, il se lança alors dans une offensive verbale à couper le souffle, appelant les chômeurs à s'exprimer en public, à se mobiliser, à créer partout des maisons à l'image de celle qui allait ouvrir ses portes à Paris près de la place de la République, à ne surtout jamais compter sur les autres pour défendre leurs droits, mais au contraire à se défendre eux-mêmes par leurs propres moyens. En ces termes, il s'adressa à eux en passant par les ondes :

« Ne comptez pas sur les dames patronnes, ni sur les conférences de saint Vincent de Paul ! Prenez vous-mêmes la défense de vos intérêts ! Organisez des services d'entraide et de militance ! Prenez la parole ! Descendez dans la rue ! Révoltez-vous contre l'injustice qui vous est faite ! »

A plusieurs reprises, il eut l'occasion de donner le numéro de téléphone du Syndicat des chômeurs à Clichy, et celui de la

Maison des chômeurs de Paris, certes non encore ouverte au public, mais où son équipe réunie regardait l'émission. L'émotion était évidente parmi tous les militants présents dont j'étais. Maurice Pagat avait réussi son coup. Une fois lancé, son talent exceptionnel d'improvisation bien maîtrisée et son élocution avaient fait merveille. Il creva l'écran comme on ne le voit pas une fois par décennie. Son mouvement allait franchir un cap décisif. Pendant les quinze jours qui suivirent, le téléphone ne cessa de sonner, à la maison des chômeurs comme au siège de Clichy. Des milliers d'appels et autant de lettres furent reçus, les uns suscitant les autres. Un élan considérable venait de se produire, tant vers la création de lieux d'accueil pour les chômeurs qu'en faveur de la mobilisation des uns ou des autres pour la fin du chômage de masse et, par la création d'emplois nouveaux grâce à des initiatives politiques.

Cet impact médiatique largement inattendu aurait pu constituer pour Maurice Pagat ce que l'appel de l'hiver 1954 avait été pour l'abbé Pierre, demeuré presque muet lors de cette émission. Avec cette différence de taille : le cri lancé par l'abbé avait été relayé d'une façon extraordinaire par les médias de l'époque : la radio, la presse écrite quotidienne, les actualités cinématographiques. Au point de faire de l'abbé Pierre une célébrité nationale qui ne sera jamais oubliée même si, pendant de longues années, il ne fera plus parler de lui. Jusqu'à l'apparition du chômage massif dans les années 1970.

Par contre, si l'émission « Droit de réponse » fut effectivement suivie par des millions de personnes et aura causé parmi elles un grand émoi, celui-ci ne se traduisit pas dans les médias les jours suivants. Dès lors, les Français furent divisés en deux groupes : la petite minorité qui avait vu l'émission et qui s'en souviendra ;

l'immense majorité des citoyens définitivement ignorante de ce coup d'éclat. Certes, après l'ouverture de la première maison des chômeurs de France le 9 novembre 1984, la couverture médiatique sera multiple. Bien des journaux de province, des hebdomadaires, des mensuels, comme « la Vie », « le Nouvel Observateur », « Esprit », publieront de bons articles rédigés avec talent ; des journalistes du monde entier (télévision japonaise, australienne, etc.) ne cesseront de défiler pendant des semaines. Mais la presse quotidienne parisienne qui, la première, aurait dû être interpellée ainsi que les radios et télévisions nationales, n'auront dit mot de cette intervention tonitruante, tout comme pour l'occupation du siège du patronat, un an plus tôt. La première maison des chômeurs ouverte dans la capitale de la France, fut ainsi médiatisée d'une manière paradoxale et en contradiction avec les pratiques habituellement observées. En général, prévaut la règle du nombre de « morts au kilomètre » : quand une catastrophe se produit, un journal y consacre d'autant plus de place que celle-ci a lieu à une distance proche du siège de sa direction... Pour la maison des chômeurs, il se sera produit l'inverse : plus lointain était le siège des différents journaux, plus facilement ceux-ci en auront parlé... L'irruption des chômeurs en tant que force sociale a sans doute été insupportable pour la plupart des responsables, médiatiques, politiques et, bien sûr, syndicaux de la capitale. L'appel aux consciences de Maurice Pagat avait quelque chose de dérangeant pour tous les détenteurs d'un pouvoir.

Il me semble utile de citer in extenso l'article intitulé « L'évangile selon saint Maurice », que Pierre-Marie Doutrelant, publia dans « le Nouvel Observateur » du 25 janvier 1985, soit près de trois mois après l'ouverture de cette première maison des chômeurs, une sorte de ruche qui attira une foule de gens. La personnalité de

Maurice Pagat, et la force de sa parole, frappèrent en effet les observateurs de l'époque.

« L'imprécatrice habite au fond de la cour, 9, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris. L'imprécatrice agite devant les yeux de la France assoupie, assouvie, le spectre de l'armée défilante des chômeurs. Et parmi eux, un million de crève-la-faim, abandonnés de tous, au bout de tous leurs droits, au début de leur calvaire et de leur rage froide. L'imprécatrice sonne le réveil des « camarades sans emploi et parfois sans ressources » : qu'ils arrêtent de se tresser ; qu'ils se lèvent enfin pour défendre leurs droits contre « les corporatismes et les égoïsmes ». Un prédicateur, ce Pagat ? Un curé mal léché et longtemps fui de tous – même de ses anciens compagnons de la gauche – parce qu'il n'a jamais su jusqu'où ne pas aller trop loin ? Aujourd'hui, Pagat fait un malheur : présent partout de tout son poids et de sa générosité provocante. Général avec troupes maintenant qu'il a réussi à ouvrir la première Maison des chômeurs, 9, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris 11^{ème}, téléphone : 806 88 05 (toujours occupé) Car, à peine la maison ouverte, ils ont accouru les chômeurs. Eux dont on disait pourtant qu'ils se refusaient à toute expression collective. Ils se bousculent dans un méchant local au fond d'une cour pouilleuse. Comme au cinéma : des tables de cantine, des chaises branlantes, des cageots de pommes à croquer et une atmosphère enfumée. Beaucoup de Noirs et d'Arabes : vous vous y attendiez. Des clochards, bien sûr. Des paumés, des cinglés, des drogués. Je vous l'avais bien dit : des « bons à rien » triompherait Le Pen. Ils sont là mais tous les autres aussi : ce « bon » Français, Daniel, trente ans, soudeur, sans allocation depuis un an : pour vivre, il mendie auprès de ses potes ; cette « belle » Française, Pascale, fille de médecin et sans un rond lundi dernier pour s'acheter « le Figaro » aux petites annonces pleines d'avenir : la veille, elle s'était offert un bifteck ; ce « digne » cadre, René, cinquante-quatre ans, au pain sec depuis trente

mois ; plus de téléphone, plus de télé, plus d'électricité mais jusqu'au bout désespérément bon chic bon genre ; jusqu'aux rayures de son costume trois-pièces ; ce brillant journaliste ... (On continue ?)

Que viennent-ils faire dans cette galère ? Parler, quel luxe. Ah oui, pour ça, ils ont du temps à perdre. Au début, ils parlaient surtout avec les patrons, qui secouaient toujours la tête. Ensuite, ils parlèrent avec les fonctionnaires de l'Agence nationale pour l'emploi, qui avaient le même tic que les patrons. Puis, à force de parler avec tous ces gens qui ne savaient que dire non, ils ont arrêté de parler, ces chômeurs. Se sont emmurés dans une solitude humiliante. Claquemurés dans leur échec. Alors, maintenant, ils se rattrapent, entre eux ils se racontent des histoires à travailler debout. « Même si leur maison ne servait qu'à ça, quelle réussite ! » plaide Maurice Pagat.

On cause, ils causent de ce qu'ils savaient faire. Et ça leur a vite donné des idées. Comment tout faire sans un sou ? Manger, téléphoner, taper un curriculum, envoyer une lettre, lire le journal, consulter un juriste, se faire examiner par un médecin : tout gratuit, ici, parce que des chômeurs, émoussillés de servir enfin à quelque chose, travaillent pour des chômeurs. Avec l'aide de bénévoles, des profs, des assistantes sociales, des étudiants : compétences ne pas s'abstenir. On répète l'adresse : 9, rue de la Fontaine-au-Roi (métro République).

Sensations garanties : la misère, l'humiliation, la déchéance, il abrite tout sous son grand manteau, ce pétroleur de Pagat. Avec une bonhomie de vieux briscard. Un peu surpris tout de même que sa maison grande ouverte – mais après tant de difficulté – ait attiré sitôt un tel afflux de demandes : d'un morceau de pain à un timbre, de quelques paroles à un conseil, d'un sourire à un emploi. « Ce que nous pouvons donner est encore si peu », se désole-t-il. Et aussitôt plein de colère : « Jamais les historiens du monde

ouvrier ne s'expliqueront qu'un gouvernement de gauche non seulement n'ait pas volé au secours des chômeurs les plus démunis mais par deux fois ait réduit leurs droits sociaux jusqu'à les anéantir : où est le minimum vital, égal aux deux-tiers du SMIC et promis aux plus pauvres par le candidat Mitterrand ? » *Maurice Pagat hausse le ton, ferme les yeux par tic et s'enfonce dans une diatribe qui laisse l'interlocuteur souffle court : honte aux repus, honte aux cumulards d'emploi, honte à la gauche qui s'est reniée, honte à ses grandes voix et ces nobles consciences qui dénoncent la pauvreté dans le tiers-monde quand elle dort sur son paillasson. Mais ces temps d'hypocrisie sont finis : maintenant que le branle est donné, qu'il y a une Maison des chômeurs, la première d'une longue chaîne, lui Pagat et ses camarades, jusqu'à ce que justice leur soit rendue, jusqu'à ce qu'on les sorte des oubliettes, la France entière ils interpellent : « Nous dérangerons, nous bousculerons, nous provoquerons. »*

Ils intriguent et attirent en tout cas. Rassemblez mille chômeurs dans un méchant local... qu'est-ce qui déboule aussitôt ? Des sociologues de tout poil et de toutes écoles, ravis du terrain d'expérimentation qu'on leur offre. Des associations d'aveugles à la recherche de personnes de bonne compagnie et à l'assistance gratuite. Des dragueurs flairant l'âme soeur désemparée. Même des patrons en quête d'une main d'œuvre docile et pas chère. Il y a pis, il y a les mouches, les rats qui prospèrent sur la misère : tous ces pâles escrocs qui, à peine était-elle ouverte, ont fondu sur la Maison des chômeurs : les uns pour vendre des informations bidon, les autres pour proposer du travail au noir, du boulot contre le gîte et le couvert mais sans salaire. Terrible dans sa colère, Maurice Pagat les chasse à grands coups de pied au cul.

Lui, ceux qu'il attend, ceux qui ne pourront pas se dérober au devoir de venir (ou alors...), ce sont ses anciens compagnons de la gauche. Ils viendront, espère-t-il, se repentant de l'injure faite aux

chômeurs : déjà Georges Sarre, le député socialiste, s'est montré, un petit tour poli et puis s'en est allé. Et maintenant c'est le secrétaire général du PSU qui s'annonce. En éclaireur. « J'attends Fabius, Bérégovoy, Maire, Krasucki, Bergeron. Tous ceux qui ont traité légèrement les chômeurs. Je les invite à déjeuner ici à la cantine gratuite avec les camarades. Pour qu'ils retrouvent le chemin de leur cœur. Parce qu'il faut changer les coeurs pour vaincre aujourd'hui le chômage. Parce qu'il faut lancer des appels à la Churchill. Triompher des égoïsmes. Convaincre les nantis de partager l'argent et le travail. »

Il n'a pas peur des mots, Maurice Pagat. Il s'en sert comme d'un glaive, pour tailler d'estoc et de taille. Déjà, dans les années cinquante quand, à la tête de la revue « Témoignages et Documents », il réussit à publier tous les textes interdits consacrés à la guerre d'Algérie. Ce qui lui a valu dix-huit inculpations et la perte de son emploi à EDF. C'est cet homme-là, ce vieux catho, formé par les Dominicains à la rhétorique et à la philosophie, ce sabreur impatient, ce hors-la-loi de naissance, cet anar généreux autant que maladroit, qui, aujourd'hui – cent fois oublié, enterré – resurgit pour jeter les chômeurs à nos faces épanouies. Maurice Pagat s'obstina, marcha, jeûna, multiplia les libellés. Mais l'argent manquait trop. Un comité chrétien va l'apporter. Une quarantaine de millions anciens furent trouvés et qui permirent d'ouvrir la première Maison des chômeurs. Au même moment, Pagat passa à la télévision chez Polac, où son franc-parler virulent souleva les montagnes de nos indifférences. Affaire d'Eglise ? S'il est vrai que les jésuites et beaucoup de congrégations de religieuses ont ensuite envoyé des dons à la Maison des chômeurs, l'attitude des évêchés est à la prudence. Comme dans les organisations ouvrières catholiques, les syndicats et les partis de gauche. « Pourquoi les gens porteurs d'innovation sociale se bloquent-ils quand ils arrivent au

pouvoir ? », s'interroge Pagat, seul devant tout le monde (ce qui n'est pas pour lui déplaire). Malheur à ce Pagat par qui le scandale pouvait arriver : conduire les chômeurs dans la rue, mais ils sont deux millions et demi. Dont un million privé de toutes ressources. Dans la rue, quelle imprudence ! Et s'ils devenaient des casseurs (ce qui paraît un droit réservé aux « vrais » travailleurs, aux agriculteurs surtout) ? Et s'ils tombaient sous le coup de quelque appareil subversif ; les chômeurs, comme les loups ? Les chômeurs sont entrés dans Paris ?

« Dieu écrit droit sur des lignes qui vont de travers » répond Maurice Pagat. Il les voit déjà, lui, des Maisons de chômeurs jusqu'à Lamotte-Beuvron. Dont une dizaine en voie de création après une première réunion nationale qui s'est tenue le 15 décembre. Et qui annoncera l'émergence d'une « nouvelle classe sociale ». Il le voit, ce défilé national, tout plein du haut en bas des Champs. Et s'il y a quelque vitrine incendiée ? « Je serai toujours fidèle aux gens qui crèvent de faim parce que moi aussi j'ai eu faim. Je ne l'approuverai pas, ce feu libérateur, mais je le comprendrai. Il est encore temps de l'empêcher. » En aidant les chômeurs à s'organiser, à se défendre, à innover, à reconquérir des droits, quand aujourd'hui on se contenterait volontiers de les envoyer à la soupe populaire. « Vous avez bien noté l'adresse de la Maison et le compte chèque postal ? » s'inquiète par trois fois l'apôtre tonitruant. Et il me met un kilo de tracts dans les bras. »



On l'a vu, Maurice Pagat était passionné par l'histoire des ordres religieux. Cette passion a priori surprenante mais qui s'enracinait dans son éducation religieuse familiale, lui donna l'idée d'un projet utopique. Il consistait à créer, pour et avec des chômeurs, des centres d'insertion sociale et professionnelle, vite appelés « Centres d'expérimentation sociale », appellation un peu énigmatique pour les personnes non averties.

En 1985, il obtint la location gracieuse du château de Montesson, à Bais, en Mayenne, en échange de son entretien. Ce château était une demeure du XVI^e siècle, à mi-chemin entre le château-fort et le style Renaissance, destiné à l'agrément des nobles. Une grosse tour en commandait l'entrée sous laquelle les voitures pouvaient passer. Elle était flanquée d'une tourelle unique, l'autre ayant depuis longtemps été démolie. Il était flanqué d'un logis d'époque et entouré de douves, ce qui en aurait fait un décor de cinéma idéal pour des films historiques. La propriété était agrémentée d'un parc cultivable en potagers et fruitiers de deux hectares. Cette location était donc susceptible de rendre bien des services.

Dans l'esprit de Maurice Pagat, ce château, abritant une communauté très librement inspirée de la règle de saint Benoît, devait avoir pour mission « d'accueillir dans une ambiance communautaire et stimulante les demandeurs d'emploi que le chômage de longue durée a placés dans une situation de grande détresse morale et matérielle. Il doit s'agir de leur permettre de reprendre des forces, de participer à des sessions de formation et à des activités facilitant leur réintégration sociale et professionnelle ». Le projet était également d'y créer un centre

d'études et de recherches sur les problèmes du chômage et de l'emploi avec la participation de responsables associatifs, d'universitaires, de hauts fonctionnaires, de syndicalistes, de chefs d'entreprise, etc.

Mais comment meubler cet espace alors vide de six cents mètres carrés ? Grâce à son ami Charles Hernu, alors ministre de la Défense, du matériel de l'armée, un peu vétuste mais en bon état, fut acheminé jusqu'au château. Le trop plein de chômeurs, bénévoles volontaires à la maison des chômeurs de Paris trouva immédiatement un déversoir : les plus aptes aux travaux du bâtiment et au déménagement furent envoyés en Mayenne, s'ils le souhaitaient, tandis que Maurice Pagat commençait à partager son temps entre le château de Bais et le foyer d'accueil parisien. C'est à dater de ces longs séjours à la campagne, qui se succéderont tout au long du reste de sa vie, que l'état de santé de Maurice Pagat commencera à s'améliorer, notamment sur le plan respiratoire, ce qui lui permettra, contre attente, d'exercer ses fonctions jusqu'à plus de quatre-vingts ans.

Puis, il aura l'idée de racheter de vieilles fermes, ou d'anciens bâtiments à restaurer, cela pour un prix très bas : l'occasion de créer de nouveaux centres d'insertion ou de réinsertion en milieu rural, exploitant ainsi son expérience de la rénovation des anciennes bâties associée à celle de l'exploitation agricole anciennement acquise lors de ses lointaines vacances scolaires en Haute-Loire. Il en avait conservé une vraie compétence. C'est ainsi que son association fit successivement l'acquisition d'une ferme à Hambers, en Mayenne, non loin du château de Bais, une deuxième dans la Sarthe, sur la commune de Saint-Denis d'Orques, au milieu de la forêt de la Charnie, remettant en eau un ancien étang jadis créé par des moines, un ancien couvent avec un

terrain alentour à Rugles, dans le département de l'Eure, en 1991 le couvent de Thiviers, en Dordogne, apport gracieux des soeurs du Christ qui n'en avaient plus l'usage, et enfin d'une ferme située à Corgnac sur l'Isle, non loin de Thiviers. Pendant des années, elle fera l'objet de rénovations et sera le lieu d'exploitation d'une ferme, d'un potager et d'un élevage de moutons et d'ânes, qui seront revendus bien plus tard. Grâce aux fermes du château de Bais, de Hambers et de Saint-Denis d'Orques, des productions de volailles et de légumes de qualité se développeront, vendues sur le marché d'Evron et en région parisienne à une clientèle militante. L'objectif poursuivi n'était pas l'assistanat mais la réinsertion professionnelle de jeunes chômeurs en milieu rural même si celle-ci transitait par les travaux d'utilité collective (TUC). Maurice Pagat cherchait à exploiter les « gisements d'emplois » qui pouvaient exister hors de l'industrie dorénavant incapable de donner du travail à toutes les personnes en âge de gagner leur vie. Il devait être possible, selon lui, de faire émerger de nouvelles activités socialement utiles en favorisant, spécialement dans l'agriculture et l'artisanat, les productions de qualité, en multipliant les opérations de rénovation de l'habitat, les travaux d'économie d'énergie, et développant l'entretien des forêts et des chemins ruraux, etc.

Des personnalités locales de la Mayenne se succédèrent au château de Bais. C'était l'occasion pour son animateur d'affirmer la vocation subversive de son association. Que des chômeurs soient regroupés dans un château était déjà provocateur. Mais il arriva qu'un jour, le sous-préfet nous rendit visite avec son chauffeur. Pour le déjeuner pris en commun au château, celui-ci fut placé en bout de table comme s'il lui revenait de présider la réunion, tandis que son patron se voyait désigner une place commune... Maurice Pagat était choqué par la condition

domestique et de ce que les grands de ce monde, vivant dans la proximité physique de leurs serviteurs, s'efforçaient néanmoins de maintenir avec ces derniers une distance sociale. Alors, à l'occasion, il aimait à provoquer ceux-là. Plus tard, il sera dans la coutume de l'association de partager la table des clients afin que ceux-ci n'aient pas l'illusion de se prendre pour des seigneurs tandis que, nous autres, au service des repas, aurions été assimilés à des domestiques comme cela peut être le cas dans les restaurants commerciaux classiques.

C'est ainsi que, de 1986 à 1991, Maurice Pagat passera en moyenne, chaque mois, une quinzaine de jours au château de Bais ou dans les fermes qui en dépendait. Cela aura représenté un séjour de trois ans à la campagne, suivi d'un long séjour principal en Dordogne, à partir de 1991 jusqu'à sa mort survenue à quatre-vingts ans et demi en 2009.

Cette existence, il en rêvait déjà du temps où il habitait son taudis de la rue du Landy à Clichy. Elle lui permettra de refaire progressivement sa santé. Durant toutes ces années, cet homme qui paraissait à bout de souffle et auquel ses amis donnaient tout juste quelques années à vivre, semblera rajeunir. Bien qu'il continuât à fumer toujours autant, deux paquets par jour, son teint, jusqu'alors très terne aux abords de la cinquantaine, va rosir ; sa bronchite chronique, qui lui occasionnait parfois des quintes de toux spectaculaires, va régresser, d'abord l'été, puis l'hiver. Fin 1984, une femme médecin qui donnait gratuitement des consultations rue de la Fontaine au roi, observant ce président fatigué, toussotant, obèse, avait cru devoir donner de sombres pronostics : « *Le jour où il se couchera, dit-elle un jour à une fidèle collaboratrice bénévole, il ne se relèvera pas ! Fais-y bien attention !* »

Toutes les apparences étaient en effet contre lui. Pas de médecin traitant : il détestait le corps médical pour des raisons qu'il n'explicitait pas mais qui devaient remonter à sa petite enfance ; un diabète lui était survenu qu'il ne soignait pas ; sa tabagie l'exposait évidemment au cancer du poumon, etc. Cette collaboratrice, du même âge que lui, en bien meilleur état général, allait pourtant le précéder de quinze ans dans la tombe. Les séjours prolongés à la campagne, les repas simples pris à des heures régulières en compagnie de son personnel, des anciens chômeurs qu'il avait recrutés, allaient fausser la prédiction d'une façon radicale. Il est vrai que, contrairement aux apparences, son taux de cholestérol n'était pas dangereux. Et, comme on le sait, les postes de responsabilité autant que les travaux mobilisant beaucoup l'activité cérébrale entretiennent l'existence bien plus qu'ils ne l'abrégent. On le constate avec les grands intellectuels, les théologiens, les grands patrons ou les hommes politiques qui vivent souvent très vieux en même temps qu'ils évitent le plus souvent la maladie d'Alzheimer. Lui-même parfois le disait : « *Avec mon rôle social, je n'ai pas le droit de tomber malade.* » Encore moins celui de mourir. Car il avait la certitude que personne ne pourrait le remplacer et que son oeuvre tomberait à l'eau. Il n'eut qu'en partie raison... Il lui fallait donc vivre en dépit de sa fatigue, et travailler, le plus longtemps possible, sans pouvoir songer à une retraite de la vie sociale qu'il ne souhaitait d'ailleurs pas. Parce qu'il était souvent fatigué, il ne consultait justement pas : il craignait qu'un médecin ne l'oblige à interrompre ses activités, ce qui aurait sans doute signifié leur disparition, et puis, dans plus aucune raison de vivre, probablement la sienne... Maurice Pagat, qui n'avait pu créer de foyer en raison d'une situation matérielle longtemps très précaire, avait besoin d'une activité permanente qui donnât du sens à sa vie. Pour lui, les dimanches n'existaient pas. Les vacances, pas

davantage. Et sa santé ne sembla pas en avoir souffert. Tout de même quand on a connu cet homme, dans la petite cinquantaine, si souvent las, se disant cardiaque – il arrivait qu'il ressentit des malaises – lorsqu'on a entendu ses collaborateurs, année après année, se faire part réciprocement de leur inquiétude : « *S'il lui arrive un pépin*, disait l'un d'eux, *on n'aura plus qu'à fermer boutique !* » ; « *Et si vous mourrez*, lui avait dit une autre tout à trac, *qu'est-ce qu'on fait ?* » ; « *Et s'il disparaît brusquement ?* » : tant de gens ont été entendus émettre ce genre de réflexions... Sans pouvoir formuler aucune réponse, l'intéressé du reste pas davantage. Si on avait pu savoir qu'il vivrait octogénaire, quel soulagement cela aurait été pour ses collaborateurs ! Et combien en aurait-il compté en plus ? Combien s'étaient déjà éloigné, découragés par le mauvais état général apparent du président, conscients de la fragilité de la structure associative mise en place, sans que l'on pût apercevoir une solution.

Pour ma part, je considère que Maurice Pagat aura été un cas médical à part, sans explication satisfaisante, car l'intéressé refusait de se soumettre aux investigations nécessaires. Sans médecin, sans traitement, cet homme usé avant l'âge allait retrouver son allant et poursuivre son existence sans atteintes pathologiques graves jusqu'à ses derniers moments, tardivement survenus. Un mystère auquel la médecine pourra tenter de proposer des explications, même elles demeureront à jamais hypothétiques.

Début 1986, à la veille d'élections, après la création de nombreuses associations et maisons de chômeurs à travers toute la France, de centres de réinsertion rurale, Maurice Pagat donna une nouvelle conférence de presse avec l'objectif d'être présent sur la scène politico-sociale.

Il s'en prit cette fois aux restaurants du cœur, principale innovation sociale de cette époque dans le domaine caritatif, à l'initiative du fantaisiste Coluche et soutenue par nombre de vedettes du show-business qui y voyaient, quant à elles, un excellent moyen d'améliorer leur image, et aussi par beaucoup d'hommes politiques qui préféraient, de loin, une réponse au problème du chômage de longue durée qui soit de l'ordre de la charité, plutôt que de celui de la justice sociale, comme le préconisait le mouvement initié par Maurice Pagat. Celui-ci alla jusqu'à dire que ces lieux de distribution de colis alimentaires constituaient « des restaurants de la honte » : de la honte d'une société qui en revenait aux méthodes du dix-neuvième siècle.

Maurice Pagat avait, depuis sa prime jeunesse, cette compétence qui consiste à organiser des journées d'étude ou des colloques de plus ou moins grande importance. En 1987, il avait réussi à organiser, en liaison avec un grand nombre d'associations de soutien aux chômeurs ou de lutte contre le chômage, de véritables Etats généraux du chômage et de l'emploi, prévus pour mars 1988. A six reprises, l'association « Partage », qui avait en pratique succédé au Syndicat des chômeurs à la fin des années 1980, organisera de pareilles « grand-messes » accueillant parfois plus de mille personnes et des dizaines d'intervenants : en 1990, 1992, 1994, 1996 et 2002.

Pour donner un crédit plus grand à ces Etats généraux et obtenir une meilleure audience, tant dans les salles que dans les médias. Maurice Pagat employa un procédé qui, depuis la guerre d'Algérie, lui était très familier : celui consistant à faire appel à de nombreuses personnalités connues pour assurer le parrainage de ses initiatives. Ce fut un succès, notamment en 1988 : plus de soixante sommités apportèrent leurs signatures : citons l'abbé

Pierre, Michel Albert, ancien Commissaire au Plan, le Pasteur Stewart, président de la Fédération protestante de France, plusieurs évêques ; le Père Joseph Wresinski, fondateur d'Atd-Quart-Monde, peu avant sa disparition, adressera à Maurice Pagat le dernier message de sa vie : « ... *Les chômeurs de longue durée sont votre hantise ; ils sont ma hantise, car que peut devenir un homme qui ne compte plus pour personne et dont l'expérience de vie compte pour rien.* » Le nombre d'associations participantes se multiplia également : Solidarité – Emploi, MIRP – Entreprise, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, le club « le PARI », « Echanges et projets », « Solidarité – chômeurs » du Secours catholique de Paris, Solidarités nouvelles face au chômage, etc. « Partage » s'offrit par ailleurs une nouvelle page de publicité négociée avec « le Monde » pour annoncer ces Etats généraux qui comptèrent plus de mille trois cents participants, concentrés dans cinq grands forums : le plus brillant succès du mouvement des chômeurs et de Maurice Pagat depuis son origine. Seule l'organisation qu'il dirigeait était capable d'instaurer une telle confrontation entre chômeurs, travailleurs, chercheurs et décideurs. A l'exception notable de la CFDT et du patronat chrétien, il fallut néanmoins noter l'absence des grandes organisations syndicales ouvrières et patronales. Deux inspecteurs des renseignements généraux seront très attentifs à la conférence du Père dominicain Michel Cardonel qui expliqua en quoi la mobilisation des chômeurs se justifiait théologiquement... Ces Etats généraux furent bien couverts par les médias. Le journal « le Monde » dut néanmoins surprendre ses lecteurs en n'y consacrant pas une ligne.

En 1990, une deuxième édition des Etats généraux fournit l'occasion à Maurice Pagat de proposer au Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, Bernard Kouchner, ainsi qu'à Jean-Baptiste

de Foucauld, à l'époque Commissaire-adjoint au Plan, de mettre en chantier un important document destiné, grâce à une large diffusion, à promouvoir des valeurs porteuses de solutions au chômage et condamnant clairement tout résignation devant ce fléau. Cette initiative constituera le début d'une collaboration fructueuse entre experts et responsables associatifs. Tous les dirigeants de réseaux importants furent invités à se mettre autour d'une table avec l'objectif d'élaborer un texte commun appelé à devenir « le Manifeste contre l'exclusion ». Il marquera cette époque dans le milieu social. Pour cette entreprise Maurice Pagat, dont la forte personnalité et l'habileté à mener des réunions étaient connues et parfois craintes, décida de se mettre, pour une fois, au second plan afin de fédérer un maximum d'acteurs sociaux autour d'un projet qui était pourtant d'abord le sien.

La rédaction de cet texte réalisée « en commun » dura plus de six mois. Jean-Baptiste de Foucauld en était le rédacteur principal. Chaque mois, des rencontres se dérouleront sous la forme de dîners de travail qui eurent souvent lieu dans une maison de chômeurs située à Saint-Ouen si ce n'était pas au Secrétariat à l'action humanitaire à l'invitation de Bernard Kouchner. Ce projet de texte sera donc, chaque mois, revu et corrigé jusqu'à sa formulation finale par le ministre lui-même, Maurice Pagat, Jean-Baptiste de Foucauld, Paul Abela, Gérard Marle sans compter des « experts » comme Guy Roustang, Patrick Viveret, Patrick Boulte, Bernard Eme, Bernard Ginisty, futur directeur de « Témoignage chrétien », ... et moi-même.

En novembre 1990, ce manifeste, sous-titré « Appel aux initiatives » était enfin achevé et présenté avec un préambule de Bernard Kouchner. Ce texte reprenait à son compte de nombreuses analyses et propositions du mouvement des

chômeurs. Sans ambiguïté, il se prononçait pour la reconnaissance de la représentativité des associations de chômeurs qui devaient pouvoir bénéficier du soutien de la nation. Ce texte a été signé par de nombreuses personnalités (environ mille six cents), pour la plupart sollicitées par Maurice Pagat et son équipe. On y retrouvait François Hollande, alors peu connu, Jacques Delors, l'abbé Pierre, Paul Ricoeur, Haroun Tazieff, Jacques Julliard, Jacques Barrot, Monique Pelletier, Huguette Bouchardreau, Antoine Waechter, André Comte-Sponville, Paul Fraisse, Olivier Mongin, Théodore Monod, Alain Lipietz, Edgar Morin, Alain Touraine, Pierre Rosanvallon, Laurent Schwartz, Dominique Schnapper, plusieurs évêques, etc. Aucun leader syndical naturellement. Dans la presse, invitée à une conférence, l'écho a été limité en regard du nombre de signatures recueillies et du prestige personnel des signataires. Bien que traduit en plusieurs langues, l'impact de ce texte demeurera bien inférieur aux ambitions de ses rédacteurs.

Mais, grâce à ce texte, le plus important suscité par le mouvement des chômeurs, Maurice Pagat réussira à sortir de sa marginalité institutionnelle : il aura cette fois réussi à faire collaborer à la rédaction d'un texte fondamental une grande diversité de partenaires. A partir de ce moment, il devenait une personnalité officielle, au même titre que les autres signataires, son statut symbolique étant élevé au rang de celui de Bernard Kouchner ou Jean-Baptiste de Foucauld. Certains le pensaient même « ministrable », hypothèse néanmoins intolérable dans les milieux de droite comme dans ceux de la gauche.



Alors qu'en 1991, la congrégation des Soeurs du Christ, bien au fait de nos activités, s'apprêtait à faire don à notre association de leur ancien couvent Saint-Paul de Thiviers, en Périgord, et qu'une page publiée dans « la Croix », avec un appel financier de Gérard Marle pour réaliser les travaux d'aménagement nécessaires, se révélera extrêmement bénéficiaire en même temps qu'elle procurait à « Partage » de nombreux nouveaux donateurs, Maurice Pagat fut, quelques jours après son arrivée dans cette petite ville, fin juillet, opéré d'un déchirement de la rétine. Son autre oeil ne voyant déjà presque plus, il demeura donc presque aveugle pendant quelques semaines. Il fut alors transporté au centre du château de Bais, en Mayenne : là, une équipe pouvait s'occuper de lui. La parution de la revue « Partage » ne fut pas interrompue pour autant : je réalisai alors presque tout le travail.

Il se trouva qu'août 1991 fut l'époque où s'annonçait la fin de l'Union soviétique. Ne voyant alors pratiquement plus, Maurice Pagat ne regardait plus la télévision, et ne lisait plus de journaux. Abdallah, fils d'un ami Algérien, passait alors des vacances « actives » dans ce centre. Venu un jour me chercher à la gare, celui-ci me parla spontanément du putsch contre le dernier président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev. Arrivé au centre de Bais, je demandai à Maurice Pagat s'il était au courant des « événements ». « *Quels événements ? – Mais les événements en URSS ! – Les événements en URSS ? – Oui, Gorbatchev a été renversé ! Vous ne le saviez pas ? Abdallah le savait bien, lui !* » Mis en colère par le fait que l'actualité internationale lui avait échappé quelques heures, l'aveugle agita alors sa canne en direction d'Abdallah : « *Connard !* » lui cria-t-il. Cette anecdote

montre à quel point Maurice Pagat était avide des informations essentielles et fâché d'en être privé. A partir de ce moment, chaque jour, je lui lus les gros titres des journaux et il choisissait ceux dont il voulait que je lui fasse lecture.



En juin 1992, notre équipe quitta définitivement le château de la Mayenne après sept années d'activités dans un lieu qui demeurera historique par le fait que c'est là que fut créé le Mouvement national des chômeurs et précaires qui, en 2022, existe toujours : une fédération comptant plusieurs dizaines d'associations locales. L'ancien couvent de Thiviers devait remplacer avantageusement le château par ses plus grandes dimensions, son caractère fonctionnel, sa situation géographique, sa gare SNCF, les possibilités commerçantes de la petite ville, et sa fonction d'halte jacquaire. Le mobilier du château y fut déménagé, afin de commencer à pourvoir à l'ameublement de l'ancien établissement religieux qui avait servi d'orphelinat de filles. Il allait devenir et rester, pendant vingt-et-un an le « centre Partage », d'où la revue serait dorénavant conçue et expédiée.

L'association conservait toutefois une implantation en Mayenne et dans la Sarthe grâce à ses fermes qui continuèrent à employer du personnel en contrat emploi – solidarité, en particulier pour la préparation des produits de ferme. Des journées « portes ouvertes » y étaient d'ailleurs organisées de temps en temps, surtout au mois de juin. Cette année-là, celle des « Faucheries », à Saint-Denis d'Orques, dans la Sarthe, donna lieu à un canular à la façon de Maurice Pagat.

Peu avant la grande conférence – débat qui devait avoir lieu dans la vaste salle de restaurant qui venait d'être rénovée, il s'était assis sur un banc de pierre, au bord du chemin qui menait à cette ferme. Appuyé sur une canne dont il n'avait à soixante-quatre ans aucun besoin, singeant un homme âgé proche de son heure

dernière, il regardait s'avancer les centaines de visiteurs vers la salle de réunion, en passant nécessairement devant lui. Tous étaient intrigués par ce vieillard, lourdement courbé sur son banc. Quand tout le monde eut pénétré dans cette grande salle à manger aménagée spécialement pour cette réunion locale importante, au signe que je lui fis, Maurice Pagat y entra le dernier, ferma soigneusement la porte, traversa toute la salle et alla s'asseoir derrière la table de conférence, en position centrale. Alors le vieil homme décrépit embraya un discours qui ne dura pas moins de trois heures, sans notes comme il savait le faire, exposant les objectifs de l'association et ses réalisations concrètes dans la région, au grand étonnement de la majeure partie de l'auditoire.



La restauration de l'ancien couvent de Thiviers aura été pour Maurice Pagat l'occasion de montrer à nouveau son savoir-faire en matière de travaux de restauration, après son expérience des chantiers de jeunes des années soixante et soixante-dix.

Ce grand bâtiment obtenu sans bourse délier, l'implantation de Parisiens en Périgord, avec l'objectif de le restaurer, ce que personne dans la région n'avait pu faire, n'avait évidemment pas plu à tout le monde dans le canton... Beaucoup auront cependant l'honnêteté de reconnaître à Maurice Pagat le mérite d'avoir sauvé un bâtiment important menacé de ruine. La plupart s'attendaient néanmoins à ce qu'il « se casse la figure ». Quelques -uns l'espéraient... Mais ce n'était pas dans ses habitudes et ceux-là auront attendu en vain. En fait, vingt-et-un ans avant que le renforcement des normes de sécurité des bâtiments ouverts au public n'oblige, après la mort du fondateur, à vendre cette propriété.

L'organisation d'un chantier selon les méthodes de Maurice Pagat ne fonctionnait bien que si c'était lui qui était à sa tête. Faute d'argent, d'astuce, de sens de l'économie, d'autorité et de méthode, beaucoup d'autres auraient été effectivement conduits à l'échec. Il avait embauché en contrats aidés d'utilité sociale des personnes sans emploi: cela correspondait au but social de l'association ; mais pas, en général, sans métier. Maurice Pagat était adepte de la formation « sur le tas »: il l'avait beaucoup pratiquée par et pour lui-même. Celui qui savait quelque chose l'apprenait aux autres et réciproquement. De cette façon, le savoir-faire de son équipe s'accroissait régulièrement et, quelques mois

ou quelques années plus tard, les ouvriers embauchés quittaient le centre « Partage » avec des compétences bien supérieures à celles qu'ils possédaient en arrivant. Ce résultat était obtenu sans avoir à payer chèrement des formateurs qualifiés, le président Pagat assumant la direction de toute l'équipe à titre gracieux puisque bénéficiant pour sa part d'une retraite d'EDF : il était âgé à cette époque de plus de soixante-trois ans.

Ce chantier, après bien d'autres, lui permettra de prouver qu'il était possible de faire exécuter des travaux de qualité par d'anciens chômeurs de longue durée, parfois alcooliques ou sortant de prison. Ainsi, ce n'était pas le défaut de compétences qui expliquait leur état antérieur de chômage mais bien le nombre insuffisant de postes offerts par le secteur privé ainsi que les méthodes de travail et les critères de recrutement de beaucoup de chefs d'entreprise. Avec Maurice Pagat, tout le monde était suffisamment qualifié pour travailler et présenter ensuite un travail d'une qualité suffisante. Son objectif était de créer des emplois, autant que possible de les pérenniser, de montrer qu'il était possible d'en créer pour les gens tels qu'ils sont, malgré leurs limites, en ne perdant jamais de vue que ces travaux devaient être utiles à la société. Cette création d'emplois n'avait certes pas pour objectif de gagner de l'argent. Ses critères de recrutement n'étaient donc pas identiques à ceux d'une entreprise à but lucratif. Même si, moyennant un encadrement vigilant, il était possible d'obtenir des résultats qu'une qualité comparable.

Ce n'est certes pas Maurice Pagat, ni l'équipe de « Partage », qui ont inventé ce concept : des colloques de plusieurs jours, nommés « universités d'été » en raison de la saison où ils étaient organisés, ouverts à un large public et destinés à compléter la formation initiale des participants dans des domaines cognitifs précis. Sur

une de mes suggestions à l'époque où notre association était encore implantée en Mayenne, Maurice Pagat et son équipe lui donnèrent une extension inconnue jusqu'alors et plus guère reproduite par la suite.

Ces conférences d'une heure et demie environ et suivies d'un débat de même longueur se déroulaient en effet pendant plusieurs semaines d'affilée : de trois semaines en 1993 à six semaines prévues en 1999. Ces séances accueillaient en moyenne quarante à cinquante personnes : un groupe volontairement limité (contrairement aux Etats généraux), correspondant aux capacités de l'équipe du centre et permettant à tous ceux qui le souhaitaient de participer en donnant leurs points de vue ou en posant des questions aux intervenants, au nombre de plusieurs dizaines qui se succédaient au rythme ordinaire de trois par jour : deux le matin, un l'après-midi, ou bien l'inverse. L'expérience avait en effet montré qu'avec trois conférenciers ou davantage, le public se fatiguait : le quatrième intervenant voyait l'attention de celui-ci et sa réactivité diminuer. Par contre, deux conférenciers pouvaient en général peiner à assurer la journée : seul un petit nombre d'universitaires aguerris peuvent « tenir » la demi-journée entière. Une des critiques faites aux Etats généraux était en effet que réussir à poser « sa » question constituait presque une chance sinon un privilège. La formule adoptée à Thiviers permettait donc de donner satisfaction à tous, tant aux participants qu'aux orateurs.

Maurice Pagat assumait toujours la fonction, difficile et exigeante, de président de séance. Toutes les autres : accueil, hébergement, secrétariat, hôtellerie, restauration, conduite automobile, etc. étaient assumées par son équipe d'anciens chômeurs, parfaitement organisée et réalisant leur service selon un horaire

strict parfaitement assuré, sans éclats de voix. Les seules irrégularités constatées, le seul tumulte provenaient des participants eux-mêmes qui, parfois, retardaien un repas pour achever leur débat. De plus, avec trois intervenants par jour, il était encore possible de gérer la journée de conférences s'il y avait un absent (les défections étaient assez rares mais les changements de date plus fréquents). Maurice Pagat, quant à lui, avait la capacité de tenir trois conférences par semaine, lesquelles pouvaient durer jusqu'à trois heures comme on l'a vu, afin de « boucher les trous » éventuels. Une de ces conférences portait sur l'histoire, déjà longue, du mouvement des chômeurs ; une seconde concernait les activités présentes de l'association : création d'emplois aidés dans nos structures, réalisation et expédition de la revue « Partage », vente des produits de la ferme, actions militantes, textes rédigés en comité, rencontres, colloques, etc. : il y avait bien de quoi meubler une demi-journée avec les débats que toutes ces activités suscitaient ; enfin, il pouvait animer une longue séance consistant à faire s'exprimer les participants qui se prétaient au jeu. Maurice Pagat avait l'art d'aider les gens à parler, et à tirer les leçons de leurs expériences personnelles.

Maurice Pagat accordait aussi une grande importance à la convivialité, aux moments d'échange créés par les repas pris en commun. Les conférences – débats se prolongeaient ainsi sur tous les sujets appartenant au domaine social, économique, sociologique, syndical. Des repas de qualité étaient servis au moyen des produits de la ferme gérés par les anciens chômeurs, et servis dans une ou deux grandes salles à manger où retentissait le bruit assourdissant des conversations sans cesse recommandées, enrichies de l'expérience, de la culture, ou de la véracité des témoignages des uns et des autres. Ces repas

duraient facilement deux heures, le petit déjeuner une heure. Ainsi, les participants à ces universités d'été passaient à table quelque cinq heures par jour, et sans ennui : Maurice Pagat savait entretenir la conversation, ce qui permettait aussi au personnel de service de faire son travail impeccablement et sans hâte. Ces repas firent beaucoup pour la renommée du centre « Partage ». Pour Maurice Pagat, la qualité de la cuisine avait aussi son importance : elle témoignait de la civilisation du pays considéré. Il admettait une exception : l'Angleterre.



En 1994, les quatrièmes Etats généraux reçurent la ministre Martine Aubry qui avait précédemment déclaré son accord de principe pour une représentation sociale des chômeurs. Soumise à diverses pressions, elle fut peu après contrainte à nuancer sa position. Mais sa déclaration, quelques semaines avant cette importante rencontre à la Plaine Saint-Denis, avait fait sensation et le colloque bénéficia d'une forte audience. Maurice Pagat parvenait à cette époque au sommet de sa notoriété et il fut reçu par la plupart des centrales syndicales, ainsi que par le président de l'Assemblée nationale, Philippe Seguin, un homme de droite mais qui partageait avec lui bien des choses en commun : embonpoint, diabète très mal soigné, tabagisme, caractère colérique, et ex-orphelins précoce de leur père, etc. Cet homme politique vivra pourtant quinze ans de moins que Maurice Pagat.

En avril, il affronta par surprise, au cours de l'émission sur France 3 « Télé-emploi », le secrétaire général de Force Ouvrière Marc Blondel, qu'il connaissait depuis sa jeunesse, mais opposant résolu au mouvement autonome des chômeurs. Il remplaçait au pied levé Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT qui s'était décommandée. Maurice Pagat se retrouvait donc devant un adversaire inattendu mais plus coriace. Cependant, alors que l'émission se devait d'être constructive, Marc Blondel se laissa aller à des agressions verbales hors de propos qui laissaient visiblement transparaître ses craintes pour l'avenir du syndicalisme qu'il défendait : « *Ce ne sont pas les syndicats qui doivent s'adapter à la société, mais à la société de s'adapter aux syndicats* » avait-il coutume de dire. A la grande surprise de certains témoins de l'émission, dont j'étais, Maurice Pagat lui

dama le pion d'une belle façon et l'autre la termina dans l'exaspération. Il prétendit notamment que les maisons de chômeurs étaient financées par le patronat, reprenant ainsi une opinion émise de très longue date par ses rivaux de la CGT. Sachant pertinemment ce qu'il en était, c'est-à-dire que le CNPF n'avait jamais versé un sou pour nos initiatives, que pratiquement aucune entreprise n'était abonnée à notre revue, qu'aucun patron, à l'exception d'un seul, ne fut jamais vu dans nos colloques, j'ai failli lui mettre mon poing sur la figure. Je m'en suis abstenu, néanmoins, sachant que j'aurais payé ce geste spontané d'une condamnation judiciaire. Mais peut-être cela en aurait-il valu la peine.

Un an après, le premier mai 1995, j'étais présent aux côtés du président de Partage dans une des émissions du « Cercle de minuit », animé par Laure Adler. Notre association y fut, pour une fois, bien représentée avec notamment Dominique Schnapper, Dominique Méda, Christian Topalov ainsi que des chômeurs participant aux récents rassemblements des Tuileries, manifestations récurrentes du samedi associant défilés avec banderoles et prises de parole, au milieu de la foule des promeneurs du week-end. Il s'est agi d'une des rares émissions où les thèmes de notre association aient pu être largement abordés. C'était l'époque où Maurice Pagat multipliait les conférences, notamment dans les régions, avec le soutien des associations locales, ou bien dans le cadre de séminaires : chez les Jésuites, à Clamart, au centre Varenne pour le centième numéro de notre revue, à notre maison de Saint-Ouen, la seconde en région parisienne, qui accueillait fréquemment des débats, notamment avec Jean-Baptiste de Foucauld, Bernard Perret, Serge Paugam, Alain Lipietz et Guy Aznar, André Gorz, Denis Piveteau, etc.

En 1998, Maurice Pagat avait alors près de soixante-dix ans. Il semblait alors avoir épuisé, dans le contexte politique et social de l'époque, son potentiel d'initiatives et de dynamisme. Mais un événement, fourni par ses adversaires marxistes d'alors, allait une nouvelle fois le remettre en selle.

Fin décembre 1997, des chômeurs appartenant au Mouvement national des chômeurs qui s'était séparé du réseau « Partage » quelques années plus tôt, et appuyés par la nébuleuse constituée par AC !, organisation qui s'était assez bien fait connaître dans les médias de gauche, avait décidé l'occupation d'Assedics avec l'objectif d'obtenir pour les demandeurs d'emploi une prime de Noël : revendication assez dérisoire en apparence, mais qui avait le mérite d'être très concrète, et, moyennant un minimum de mobilisation, sa satisfaction par les pouvoirs publics pouvait être aisée. A cette demande de prime s'ajoutait, revendication plus générale et peu novatrice, celle d'une représentation des chômeurs dans les organismes où leurs intérêts étaient en jeu.

L'actualité était assez plate à ce moment-là de l'année : cette initiative profita, d'une façon assez caricaturale, de la « trêve des confiseurs » : classique au moment des fêtes de fin d'année. L'ensemble de la presse ainsi que la télévision s'emparèrent de cette affaire jusqu'à lui donner une dimension nationale : la France entière semblait à feu et à sang à cause d'une poignée de chômeurs qui occupait une vingtaine d'Assedics. Martine Aubry, alors ministre des Affaires sociales était partie en congé de Noël, tout comme Nicole Notat : l'une et l'autre connaissaient la réalité de cette mobilisation, assez limitée. Néanmoins, ce mouvement perdura jusqu'en janvier, alimentant sans discontinuer les journaux en mal de copie et de titres ronflants en première page. Et, devant cette réaction disproportionnée des médias, et celle de

l'opinion publique, le gouvernement céda.

Lionel Jospin, alors Premier ministre, flanqué de Martine Aubry, accepta finalement de recevoir les délégations représentatives des chômeurs en lutte. Une délégation du réseau « Partage » présidée par Maurice Pagat fut également de la fête. C'est ainsi que, le 8 janvier au soir, et bien que n'ayant pas le moins du monde participé concrètement à cette action surmédiatisée, celui-ci fut reçu à l'Hôtel Matignon, accompagné d'une petite escorte, en même temps que les autres délégations qui avaient effectivement participé à ce mouvement. Quelques activistes gauchistes, scandalisés, tentèrent de nous bloquer à une sortie de métro. Mais il sut déjouer la manœuvre. Dans le bureau du Premier ministre, chaque délégation put ainsi exposer ses doléances avant d'être interviewée dans la cour de l'Hôtel Matignon. La prime de Noël fut accordée et une représentation minimale des associations de chômeurs fut officiellement acceptée par l'Agence nationale pour l'emploi. Par sa notoriété, et une certaine habileté, Maurice Pagat avait donc réussi à passer une fois encore à la télévision pour une de ses dernières apparitions au niveau national. Les autres délégations en étaient furieuses.

D'autres associations de solidarité avec les chômeurs, qui n'avaient pas participé non plus à cette entreprise, souhaitèrent néanmoins, après cet épisode, prendre une initiative en y associant le réseau « Partage ». C'est ainsi que Maurice Pagat fut invité à constituer un nouveau collectif nommé « l'Emploi pour tous » dont les objectifs étaient d'échanger des informations sur l'emploi et de prendre en commun des initiatives. Maurice Pagat, avec son réseau, purent donc être partie prenante de deux collectifs : celui qui devait dorénavant être considéré comme

représentatif des chômeurs, appelé d'une façon bon enfant « la bande des quatre » ; et un second dont l'existence avait dépendu des actions du premier et composé d'associations de soutien aux chômeurs, fondé sur la réflexion et l'intervention dans le débat public grâce à des communiqués communs et des entrevues au plus haut niveau, politique ou syndical.

Maurice Pagat passa les dernières années de son existence au centre « Partage » de Thiviers, assumant jusqu'à sa mort la direction de la revue « Partage » et celle de ce centre d'accueil qui accueillit encore un grand nombre d'associations ou de syndicats cherchant un lieu adapté pour y tenir leur congrès ou un conseil d'administration. Notamment, par deux fois, l'assemblée générale du Mouvement national des chômeurs et des précaires, né au château de Bais de ses initiatives, mais que l'âge du fondateur avait conduit à confier à d'autres militants plus jeunes qui pouvaient, d'une façon plus crédible, représenter les demandeurs d'emploi. Ces activités étaient complétées par l'accueil des pèlerins en route vers Saint-Jacques de Compostelle : plus d'un millier y seront reçus individuellement et jusqu'à plus de quatre-vingts ans, il les recevait et animait la conversation d'une manière qui ne manquait pas d'impressionner ses invités grâce à sa culture, sa bienveillance, et son art de la conversation.

Maurice Pagat mourut subitement le 2 mars 2009 et fut inhumé à Thiviers, dans le carré des indigents, comme il l'avait souhaité : il ne possédait d'ailleurs presque rien à titre personnel. Des personnalités importantes s'en montrèrent touchées. Celles qui n'avaient pu se déplacer en Dordogne à cette occasion purent lui rendre un dernier hommage quelques semaines plus tard à Paris, dans la chapelle du Secours catholique, rue du Bac.

Plus d'une trentaine tinrent à saluer sa mémoire, comme Ségolène Royal, Roselyne Bachelot, Dominique Voynet, Philippe Séguin, Bernard Kouchner, Bertrand Delanoë, Hervé Gaymard, Martin Hirsch, Edgar Morin, Alain Touraine.

Achevé d'imprimer en mai 2022
par Pixartprinting Imprimerie en ligne
Pour le compte de Gérard Marle
22 rue de l'Abbé Derry - 92130 Issy-les-Moulineaux



Crystal